

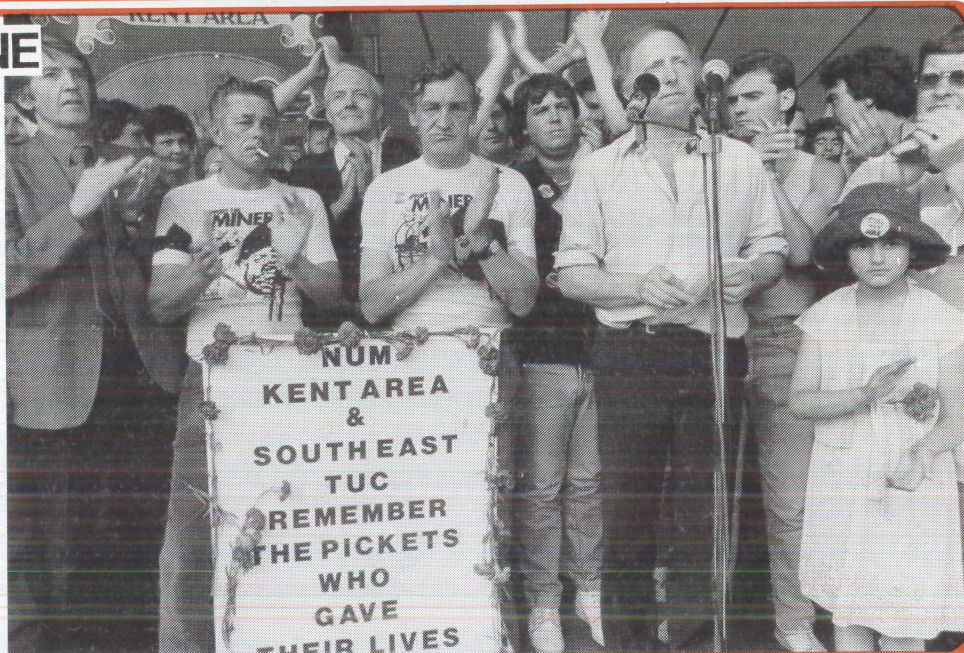
Numéro 181 du 8 octobre 1984 - 12FF - 85FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

GRANDE-BRETAGNE

**Solidarité
internationale
avec les
mineurs
en grève**



DOSSIER BRESIL

**Le mouvement
syndical
face à
l'auto-réforme
de la dictature**

YOUGOSLAVIE

Procès politiques à Belgrade

Sommaire du numéro 181 du 8 octobre 1984

3	GRANDE-BRETAGNE	Les dirigeants du Parti travailliste se refusent à soutenir les mineurs	Steve ROBERTS
4	—	Les mobilisations des femmes de mineurs, hier et aujourd'hui	Judith BAKER
6	—	Solidarité avec la grève des mineurs	DOCUMENTS
7	YUGOSLAVIE	Procès politiques à Belgrade	Branko KRIZMAN
10	—	Interview exclusive de Vladimir Mijanovic	Propos recueillis à Belgrade
12	—	De la rupture avec Staline à l'association avec le FMI	Michèle LEE
17	DOSSIER BRÉSIL	La course est ouverte à l'élection présidentielle indirecte	Jakob STUDER
20	—	L'auto-réforme de la dictature, un défi pour le syndicalisme combatif	Régis MORAES
23	—	La législation des syndicats corporatistes	R. M.
24	—	Les leçons d'une élection syndicale dans la métallurgie de Sao Paulo	Régis MORAES
26	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	EL SALVADOR : La lettre de Marcial avant son suicide. URUGUAY : La lutte du PST pour sa légalisation. SYRIE : Solidarité avec le Parti d'action communiste (PAC). EUROPE : Rencontre des directions des sections européennes de la IVe Internationale.		
28	MEXIQUE	Grèves de la faim pour la « présentation » des disparus politiques	« INPRECOR »

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible][illegible][illegible][illegible]Réabonnement ☐Abonnement ☐

Les dirigeants du Labour se refusent à soutenir la grève des mineurs

LA grève des mineurs britanniques contre les fermetures des mines dure maintenant depuis presque sept mois. La fin de la deuxième grève nationale des dockers a relâché la pression qui s'exerçait sur le gouvernement pour l'amener à régler le conflit (cf. *Inprecor* numéro 179 du 10 septembre 1984). Arthur Scargill, président du Syndicat national des mineurs (NUM), a accusé le gouvernement d'avoir effectivement saboté les récentes négociations entre l'Office national des charbonnages (NCB) et le syndicat. Suivant la manière dont les choses se présentent en ce moment, la grève risque fort de se poursuivre pendant l'hiver.

Les prochaines batailles auront lieu lorsque le gouvernement essaiera de transporter les réserves de charbon, des mines vers les centrales électriques. La confédération unique des syndicats britanniques (TUC), à son congrès au début septembre, s'est engagée, en paroles, à « soutenir pleinement » les mineurs. Mais de là à organiser une solidarité active, il y a un pas que les dirigeants du TUC se gardent bien de franchir. A une réunion récente des syndicats qui représentent les travailleurs des centrales électriques n'a abouti à rien de plus concret que de proposer des « discussions » avec les mineurs. Au lieu de promouvoir des actions de solidarité, les dirigeants du TUC se consacrent simplement à la mise en place de nouvelles négociations, à travers le Service d'arbitrage des conflits du travail, organisme lié au gouvernement.

Le congrès annuel du Parti travailliste, qui débute le 1er octobre à Blackpool, représente la prochaine échéance d'importance, où la question de l'organisation de la solidarité avec les mineurs sera à l'ordre du jour. Des critiques de gauche de la direction du parti vont soutenir l'accusation que les actions de cette dernière et de Neil Kinnock, le nouveau leader du parti, ont été au mieux ambiguës et, au pire, nuisibles à la cause des mineurs. Des appels au congrès pour organiser la solidarité tous azimuts viendront à la fois des syndicats et de la base du parti.

Steve ROBERTS

Pour beaucoup de militants du mouvement ouvrier, l'élection de Neil Kinnock comme leader du Parti travailliste au congrès de 1983 a représenté une situation nouvelle. Kinnock, fils de mineur gallois, avait toujours été lié à la gauche du parti. Beaucoup de militants espéraient que sous sa direction le gros des acquis remportés par la gauche travailliste

sur la question des réformes démocratiques des structures du parti serait sauvegardé et que certaines orientations adoptées par les congrès, comme celle en faveur du désarmement nucléaire unilatéral, par exemple, seraient défendues par la direction.

L'élection simultanée du droitier Roy Hattersley comme leader adjoint a certes suscité des réactions plus partagées, mais la majorité de la base du parti et une

Manifestation de mineurs britanniques en avril dernier. (DR)



majorité écrasante des syndicats qui y sont affiliés ont appréhendé la nouvelle équipe de direction comme la « combinaison idéale » pour unifier le parti sur la base de sa politique radicale. La grève des mineurs a constitué le test le plus prolongé, à la fois pour la nouvelle direction et pour l'esprit d'optimisme qu'avait soulevé l'élection de Kinnock. Le Comité exécutif national (NEC) du Parti travailliste a adopté une position de soutien total à la grève, orientation qui reflète le travail de solidarité effectué au niveau de la base. Mais la direction du parti au Parlement a refusé de soutenir les actions du Syndicat des mineurs, se limitant seulement à constater son « accord » avec leur argumentation contre les fermetures des mines, mais rejoignant les positions du gouvernement en condamnant les actions des mineurs à chaque tournant critique de la grève.

LES ATTAQUES PUBLIQUES DE LA DIRECTION DU PARTI TRAVAILLISTE CONTRE LA GREVE

La lutte des mineurs a commencé au mois de mars, quand le gouvernement Thatcher a annoncé la fermeture d'un puits dans la région du Yorkshire, bastion du NUM. La direction de ce dernier a décidé de mobiliser ses forces région par région, appelant les directions régionales à organiser la solidarité avec les mineurs du Yorkshire partis les premiers en lutte et qui ont envoyé des piquets volants pour expliquer l'enjeu de la lutte aux adhérents de la base du syndicat dans d'autres régions. Une large majorité des 180 000 adhérents du syndicat ont répondu positivement à cet appel, et la grève s'est étendue. Mais certains secteurs, surtout dans la région importante et rentable de Nottingham, ont exigé une consultation nationale des syndiqués sur la question d'une grève nationale illimitée, avant de faire grève.

Le gouvernement a alors mobilisé toutes ses ressources médiatiques pour condamner les méthodes « dictatoriales » de la direction du syndicat et exiger l'organisation d'une consultation de ses adhérents, exigence qui a été reprise par la direction des charbonnages et par des ministres du gouvernement.

Au début, Kinnock et la direction du groupe parlementaire travailliste ont gardé le silence. Mais, avec l'intensification de la campagne de presse, Kinnock a apporté sa voix au chœur de la bourgeoisie. Les dirigeants des mineurs ont réagi âprement. Dans une interview à *Socialist Action*, hebdomadaire marxiste-révolutionnaire, le 20 avril, Peter Heathfield, secrétaire général du NUM, a déclaré : « Nous sommes déçus de ne pas avoir reçu le soutien total de la direction du Parti travailliste. Les bras m'en tombent, quand ils parlent d'une consultation de nos adhérents. Comme si cela résoudrait le problème. Ce n'est pas le cas. Les gars du Yorkshire, les Gallois, les Ecossais et les mineurs du Nord-Est ne vont pas permettre à ceux qui travaillent dans les puits rentables de leur nier le droit de défendre leurs emplois. (...) La déclara-

tion de Neil Kinnock a été assez piètre. Elle équivalait à un appel à une consultation. La direction travailliste devrait appeler le gouvernement à intervenir pour donner de nouvelles instructions à MacGregor (président du NCB, ndr.) pour que nous puissions retourner au travail et continuer à produire le charbon dont cette nation a besoin. »

Les propos de Kinnock ont aussi semé la consternation dans les rangs des milliers de militants du Parti travailliste qui s'étaient déjà engagés dans le soutien à la grève. Quelques semaines après le début de la grève, plus de 400 comités de soutien avaient été lancés au niveau local à travers le pays, dont la grande majorité ont été impulsés par la gauche du parti. La pression de la base s'est reflétée par l'action sans précédent de l'exécutif national du Parti travailliste qui, en avril 1984, décida d'effectuer, en soutien aux mineurs, un prélèvement sous forme de cotisation volontaire pour les 270 000 adhérents du parti équivalant au moins à 50 pence (6 francs) par semaine.

Jack Collins, secrétaire général de la région du Kent du NUM, commentant le contraste entre les actions de la base du parti et l'orientation de la direction, a déclaré, dans une interview donnée à *Socialist Action* du 29 juin : « A l'égard du Parti travailliste, je dois faire la différence entre les milliers de militants de base qui se sont mobilisés derrière nous et des dirigeants comme Hattersley et Neil Kinnock. Je dirais que ces derniers

prennent en quelque sorte une assurance sur l'avenir. Ils font ces déclarations maintenant pour qu'à l'avenir, quand ils voudront réellement s'attaquer frontalement aux mineurs, ils puissent prétendre qu'ils ont été conséquents. Et à ceux des dirigeants du Parti travailliste qui s'attaquent à Arthur Scargill, je déclare que je voudrais qu'ils soient aussi résolus à faire appliquer la politique du parti que l'est Scargill à faire appliquer celle du NUM. »

Les attaques faites en privé contre Scargill par la direction du Parti travailliste ont été largement rapportées par la presse, qui a attribué à Kinnock des propos comparant le dirigeant des mineurs aux généraux qui, pendant la Première Guerre mondiale, ont envoyé leurs soldats au massacre dans des batailles inutiles. Mais de tels propos ont pesé peu en comparaison des attaques publiques croissantes contre les actions menées par le Syndicat des mineurs. La campagne pour une consultation nationale des syndiqués s'est épuisée après la conférence du NUM, au mois d'avril, qui a engagé le syndicat à une grève nationale illimitée, et les médias ont alors tourné toute leur attention sur la question des piquets de grève.

Les aciéries, partout à travers le pays, commençaient à utiliser de plus en plus de charbon extrait par les briseurs de grève ou provenant des importations. Au mois de mai, la situation est devenue critique à l'aciérie de Ravenscraig, dans l'ouest de l'Ecosse. Les mineurs et les che-

minots ont conclu un accord pour permettre seulement des livraisons minimum de charbon, juste dans le but de maintenir en activité les hauts fourneaux. Le gouvernement et la presse sont alors devenus hystériques, accusant les syndicats d'aggraver la situation de l'aciérie, qui était déjà menacée de fermeture.

LE SOUTIEN DE LA BASE TRAVAILLISTE AUX GRÉVISTES

La direction du parti s'est par contre mobilisée sans hésitation contre cette décision conjointe des mineurs et des cheminots de Ravenscraig. Kinnock s'est empressé d'appuyer une déclaration d'un des membres de son « cabinet fantôme » appelant les syndicats à reconsidérer leur position sur cette question. Cette déclaration a été très bien accueillie par le gouvernement, et la presse s'en est largement servie contre le Syndicat des mineurs. L'utilisation du Parlement par les dirigeants travaillistes pour condamner les mineurs contrastait nettement avec leur manque de volonté de s'en servir comme forum pour soutenir la cause des grévistes.

Harry Cohen, membre du Campaign Group, un regroupement d'une trentaine de députés de la gauche travailliste, a écrit dans *Socialist Action* du 25 mai : « Les organisations de base du parti dans les circonscriptions font beaucoup pour soutenir la grève. Mais c'est au Parlement que le soutien n'a pas été suffisant. La di-

La mobilisation des femmes de mineurs, hier et aujourd'hui

« Ce que nous faisons en tant que femmes dans cette grève des mineurs de 1984, et peut-être aussi de 1985, a une signification historique. Nous montrons la voie pour l'engagement des femmes dans les luttes politiques qui illustrera quelle force nous pouvons représenter. » Ainsi se terminait le discours de Maureen Douglass, membre du groupe des « Femmes de Barnsley contre les fermetures de mines », au rassemblement de 10 000 femmes des régions minières qui a eu lieu au mois de mai. De son côté, Mick McGahey, président adjoint du Syndicat des mineurs, a été jusqu'à affirmer que si les femmes avaient apporté un soutien pareil à la grève générale de 1926, son résultat aurait pu être différent. Les femmes des mineurs s'étaient aussi organisées en 1926, mais sous une forme et avec un impact différent.

Dans son livre *Les femmes et le lock-out des mineurs*, Marion Philips, rédactrice en chef à l'époque de *Labour Women*, un journal du Parti travailliste, raconte comment les femmes des mineurs participèrent aux mobilisations et organisèrent des collectes de vivres et d'argent au profit des grévistes. En juillet 1926, la manifestation annuelle des femmes travaillistes à Londres, rassemblant 8 000 participantes, fut centrée sur le thème du soutien à la grève des mineurs, et ce sont les femmes qui la dirigèrent. Celles-ci n'étaient pas organisées en groupes au niveau local et national comme elles le sont aujourd'hui, mais les sections femmes du Parti travailliste et leur direction nationale avaient étroitement

collaboré avec elles. Marion Philips raconte comment elle fut contactée, à l'époque, par la Fédération des mineurs, pour créer un comité de femmes afin d'organiser les collectes d'argent et faire la liaison avec les familles des mineurs. Ce comité aida plus tard à organiser la prise en charge des enfants des mineurs par d'autres familles ouvrières, quand les privations commencèrent à se faire sentir. Il réunit aussi d'importantes sommes d'argent durant les neuf mois que dura le lock-out.

Le lien entre la grève des mineurs et les femmes fut présenté dans un long rapport à la conférence des femmes travaillistes de 1926, qui attirait l'attention sur les souffrances particulières des femmes des communautés minières. Un appel fut lancé aux ménagères, pour qu'elles appuient la revendication de nationalisation des mines de charbon, qui devait permettre de fournir de l'électricité à bon marché.

En 1984, grâce à l'expérience du mouvement des femmes et aux changements qui sont intervenus dans le mouvement ouvrier depuis 1926, les femmes des mineurs ont réalisé quelque chose de nouveau. Ces femmes ne se limitent pas à soutenir la grève en organisant la distribution des vivres, les collectes d'argent et en donnant des conseils sur le droit aux allocations sociales. Elles jouent un rôle politique direct au travers de leurs propres initiatives, dans les piquets de grève et dans les manifestations de masse.

La manifestation à Londres, le 11 août, la première marche nationale dans la capitale depuis le début de la grève,

rection du groupe parlementaire a évité de provoquer un vrai débat sur le conflit. Un tel débat n'a pas eu lieu depuis les dix semaines que dure la grève. Le Campaign Group a désespérément proposé une résolution soutenant pleinement le NUM dans son juste combat et déclarant sa défiance vis-à-vis de la politique gouvernementale à l'égard de la grève. (...) Cette motion a reçu le soutien de plus de 60 députés travaillistes. C'est le Campaign Group qui a pris l'initiative au Parlement. Nous discutons du conflit au cours de nos réunions hebdomadaires auxquelles nous invitons régulièrement des dirigeants des mineurs. Nous avons décidé un prélèvement de 5 livres par semaine (60 francs) pour tous nos membres, et nous avons réussi à faire adopter cette mesure par tout le groupe parlementaire travailliste. »

Cependant, malgré l'activité de la gauche travailliste et les attaques de plus en plus violentes du gouvernement contre les mineurs, la direction du parti a maintenu sa politique équivoque par rapport au conflit. En privé, Kinnock a argumenté que la grève des mineurs était très nuisible au Parti travailliste sur le plan électoral. Ce n'est pas par hasard que l'intervention des dirigeants travaillistes contre l'embargo syndical sur les livraisons de charbon à Ravenscraig soit intervenue quelques jours seulement avant les élections municipales au mois de mai.

Mais les militants de base du syndicat des mineurs n'avaient pas la même opinion sur la question. Colin Lenton, res-

pensable de la section du NUM de Bold, a écrit dans *Socialist Action* du 25 mai : « Neil Kinnock doit se rappeler qu'il a été élu avec le plein soutien du NUM et que sans ce soutien il n'aurait pas été élu. Il a refusé de soutenir clairement la grève parce qu'il pensait que cela lui ferait perdre de la popularité et des voix au profit du Parti social-démocrate aux élections européennes. Je dis à Kinnock : "La seule façon de faire avancer le Parti travailliste, c'est de s'engager à 100 % au côté des mineurs. Et cela signifie participer aux piquets de grève et prendre la parole à nos rassemblements". »

Les iniquités de Kinnock se sont révélées fausses. Le Parti travailliste a largement progressé, aussi bien aux élections municipales qu'aux élections européennes du 17 juin. Dans les deux cas, les progrès les plus nets ont été faits dans les régions où le Parti travailliste était dirigé par la gauche, qui avait activement participé à la campagne de solidarité avec les mineurs. A Liverpool, par exemple, où la direction locale du parti avait lié la bataille pour défendre les services sociaux de la ville contre les attaques du gouvernement à la solidarité avec les mineurs, il y eut un raz-de-marée travailliste aux municipales, aux dépens des conservateurs et des libéraux.

Les élections européennes ont constitué un test encore plus clair, puisqu'elles ont eu lieu après les batailles rangées entre la police et les mineurs à l'entrepôt de coke d'Orgreave, près de Sheffield. Les affrontements d'Orgreave, au cours des-

quels des centaines de mineurs des piquets de grève ont été blessés à cause de l'utilisation par la police des tactiques anti-émeute développées en Irlande du Nord, ont été diffusés tous les soirs à la télévision, en Grande-Bretagne et à l'étranger. Cependant, l'attitude de Kinnock n'a pas été de dénoncer ces « innovations » de la police en matière répressive, mais de présenter les grévistes et les forces de l'ordre comme étant également responsables de la violence. Dans une longue interview à ce sujet au quotidien bourgeois *Financial Times*, Kinnock devait déclarer : « Les mineurs ont peut-être tort, mais ils ne sont pas déraisonnables. Ils réagissent simplement à une situation créée et encouragée par le gouvernement ; leurs tactiques sont le reflet inversé de celles de Madame Thatcher et de ses partisans, qui insistent sur le fait qu'ils "se battent pour gagner". » Kinnock a poursuivi en affirmant que la différence entre le mouvement syndical britannique et beaucoup de ses homologues européens était qu'il n'a jamais utilisé la violence de façon systématique. « Ils (les mineurs) savent que la violence empêche d'obtenir l'appui de l'opinion publique. Ils savent que c'est cela qui signifie être Britannique », ajouta-t-il aussi. Sans doute est-ce au nom de l'intérêt « d'être Britannique » que Kinnock a ainsi poursuivi sa politique de condamnation des mineurs qui « se battent pour gagner ».

Dans son premier discours comme leader travailliste au congrès du TUC en

en constitue un exemple frappant. Entre 20 000 et 30 000 femmes des régions minières ont défilé dans les rues de Londres en criant : « Nous gagnerons, nous gagnerons ! » Elles ont été soutenues par des femmes du Parti travailliste et d'autres groupes féministes. Les hommes, parmi lesquels Arthur Scargill, président du Syndicat des mineurs, et Tony Benn, dirigeant de la gauche travailliste, ont constitué l'arrière-garde. En passant devant le siège du département de la Santé et de la Sécurité sociale (DHSS), les femmes ont présenté un « chèque » de 49 millions de livres (environ 560 millions de francs), représentant la somme que le DHSS a volé aux mineurs et à leurs familles en déduisant de leurs allocations sociales une somme de 15 livres (180 francs) par famille et par semaine sous le faux prétexte que les mineurs recevraient de l'argent du syndicat.

L'auto-activité des femmes, et en particulier leur rôle dans les piquets de grève, a eu un impact énorme dans le mouvement ouvrier. Le Syndicat des mineurs s'était auparavant rendu célèbre par les photos de femmes nues publiées dans le *Yorkshire Miner*, son journal dans cette région. Les femmes ont souvent été injuriées par les briseurs de grève qui leur disaient de retourner à leurs fourneaux. Au départ, leurs propres maris ont aussi été stupéfaits de leur engagement. « Mais aujourd'hui, explique Betty Heathfield, membre du tout récent Comité de coordination national des femmes des régions minières, il y a une compréhension mutuelle extraordinaire entre les hommes et les femmes. » Lors d'un meeting organisé en marge du récent congrès du TUC, elle s'est expliquée plus longuement, en déclarant : « L'activité des femmes est un moyen d'éveiller et d'unir tout le mouvement ouvrier à la base. Elle a, je crois, amené beaucoup d'hommes à s'engager dans la grève. Et quand nous gagnerons, cela sera une victoire pour tout le monde. L'image de la femme prête à être à côté de son homme tandis qu'il franchit un piquet de grève pour aller travailler sera effacée pour toujours. » Elle a aussi rappelé

l'existence d'un piquet composé de femmes, toutes les semaines aux puits de mine de Nottingham, et elle a expliqué que l'expérience de ces femmes avait transformé leurs propres attitudes.

C'est à partir de cette force nouvellement trouvée que les femmes des mineurs se sont liées à d'autres femmes, pas de la même façon qu'en 1926, lorsque les femmes travaillistes les « aidèrent », mais au travers de leurs propres actions et de leur auto-organisation. En fait, beaucoup de femmes de mineurs ont été directement inspirées par l'exemple des Femmes pour la paix, de Greenham Common. Lorraine Bowler, du groupe de Barnsley, l'a expliqué ainsi : « C'est grâce au mouvement des femmes que nous sommes organisées. Maintenant, les femmes sont beaucoup plus combatives et bien informées. Certaines de nos femmes se diraient féministes, d'autres non. Beaucoup de nos réunions sont explicitement non-mixtes. Après tout, les hommes ont leurs réunions de section syndicale. » Il est clair que l'auto-organisation des femmes aura un impact durable. Betty Heathfield sait bien ce qu'elle aimerait dorénavant voir : « Aucun syndicat ni aucune grève ne sera jamais plus comme auparavant. Maintenant, il nous faut faire s'engager les femmes des dockers, des cheminots et des camionneurs. (...) Nous faisons maintenant un effort pour coordonner les femmes au niveau national, car elles ont beaucoup changé au cours de la grève. Elles disent qu'une fois la grève terminée, elles ne se disperseront pas, et nous aussi nous voulons qu'elles restent organisées. La grève a constitué pour nous l'éducation sociale et politique la plus rapide que nous aurions pu désirer (...) Maintenant, nous sommes devenues des êtres politiques. Cela serait dommage de tout laisser tomber. Notre expérience montre ce qu'il est possible de faire. »

Judith BAKER,
Londres, le 30 septembre 1984.

septembre dernier, Kinnock s'est fait contester par des délégués de la gauche, quand il a dénoncé la violence dans le conflit des mineurs, en affirmant que « la violence détourne l'attention des enjeux centraux (du conflit) et qu'elle obscurcit la justesse et la force de la cause des mineurs ». Mais à aucun moment Kinnock n'a expliqué que la violence qui marque le conflit est une conséquence directe de l'opération policière répressive massive. Pour essayer d'empêcher les mineurs d'organiser des piquets de grève pour défendre « la justesse et la force » de leur cause, le gouvernement dépense 2 millions de livres (23 millions de francs) par jour à lâcher sur les bassins houillers plus de 20 000 policiers équipés de matraques et de boucliers, et utilisant des chevaux et des chiens contre les grévistes. Forts de cette expérience, les dirigeants des mineurs appellent aujourd'hui à remplacer Thatcher par un gouvernement aussi fidèle à la classe ouvrière que le sien l'est à la bourgeoisie.

SE BATTRE POUR GAGNER

L'orientation de la direction travailliste concernant la grève commence toutefois à attirer des critiques, même de la part de ceux qui avaient été les partisans les plus ardents de cette direction. Ecrivant dans la revue officielle du Parti travailliste, *New Socialist*, Peter Hain et Jean McCrindle, tous deux membres du Comité de coordination travailliste qui a organisé la campagne de Kinnock pour l'élection du leader du parti, critiquent ce dernier pour avoir « laissé son obsession de la violence mettre en sourdine son soutien à la cause des mineurs ».

La semaine suivant le discours de Kinnock au congrès du TUC, du début septembre, les Conservateurs ont profité de la brèche ainsi ouverte pour déclarer que des mineurs condamnés pour actes de violence pourraient risquer des peines de prison à vie. Jusqu'ici, presque 5 000 mineurs ont été interpellés lors de l'organisation de piquets de grève, et beaucoup attendent toujours de passer en jugement.

La signification de cela est tout à fait claire. De plus en plus, l'attitude de la direction Kinnock montre la nécessité pour la gauche, dirigée par Tony Benn au Parti travailliste et par Arthur Scargill dans les syndicats, de s'organiser et de présenter une alternative aux hésitations et à la couardise de l'équipe Kinnock-Hattersley. Pour construire une telle alternative, il faudra du temps et des expériences supplémentaires. Au congrès du Parti travailliste du début octobre, Kinnock aura encore sans doute suffisamment de soutien pour remettre en cause quelques-uns des acquis les plus importants de la gauche de ces dernières années, à la fois sur des questions de fonctionnement interne et sur les positions politiques radicales adoptées.

Il est peu probable que se dessine une alternative centrale à la direction du Parti travailliste d'ici les prochaines élections législatives de 1988. Néanmoins, des al-

liances sont en train d'être nouées au niveau de la base, entre des militants syndicaux et travaillistes, qui doivent pouvoir constituer le fondement d'une aile gauche organisée pour qui le concept de « se bat-

tre pour gagner » soit considéré comme une vertu positive. ■

Steve ROBERTS,
Londres, le 22 septembre 1984.

Solidarité internationale avec les grévistes britanniques

AFRIQUE DU SUD

Dans son numéro 31 du mois d'août 1984, le FOSATU Workers News, journal de la Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (FOSATU), a publié une longue interview d'un mineur britannique et a exprimé sa solidarité avec les grévistes, en publiant le télégramme envoyé au syndicat des mineurs de Grande-Bretagne, que nous reproduisons ci-dessous.

A Arthur Scargill,

La Fédération des syndicats d'Afrique du Sud apporte son plein soutien au NUM dans sa lutte contre les fermetures de mines. Avec la formation d'une fédération plus large des syndicats indépendants d'Afrique du Sud l'année prochaine, nous espérons pouvoir vous offrir un soutien plus concret à l'avenir. La lutte pour le droit à l'emploi est particulièrement bien comprise par les travailleurs sud-africains et soutenue par notre fédération. Nous croyons que votre victoire constituera un pas en avant majeur dans la lutte mondiale des travailleurs pour la sécurité de l'emploi et pour une société rationnelle.

Amanda ! (En avant !)

Joe Foster,
secrétaire général de la Fédération
des syndicats d'Afrique du Sud.

BRESIL

Le premier congrès de la Centrale unique des travailleurs (CUT) a adopté la déclaration suivante :

A l'occasion de son premier congrès, la CUT exprime sa solidarité totale avec la lutte de ses 150 000 frères et sœurs mineurs britanniques, qui font grève depuis déjà 168 jours contre la destruction de leur industrie, de leurs emplois et de leurs communautés par le gouvernement conservateur de Madame Thatcher.

Encore une fois, comme par son agression contre le peuple argentin, comme par sa passivité devant la mort des nationalistes irlandais en grève de la faim, ce gouvernement s'est montré prêt à recourir aux méthodes les plus brutales dans ses efforts pour défendre les intérêts capitalistes et impérialistes qu'il représente. Cette grève a déjà suscité l'opération policière la plus massive jamais vue en Grande-Bretagne, causant deux morts et 1 500 interpellations parmi les mineurs des piquets de grève.

Nous, travailleurs brésiliens, connaissons bien ce type de répression, et pire encore. Elle a souvent été exercée contre nous en défense de ces mêmes intérêts, y compris ceux des firmes multinationales

britanniques qui ont des activités au Brésil.

Nous savons que pour nos frères mineurs, et pour les autres syndicalistes qui les soutiennent, cette confrontation est décisive et capable de déterminer l'avenir du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne pour de nombreuses années, et même celui de l'impérialisme britannique lui-même.

Dans cette lutte, nous avons un intérêt commun avec les mineurs britanniques. Nous leur apportons notre soutien entier et nous leur souhaitons un plein succès.

Vive la solidarité internationale !

Sao Paulo, le 28 août 1984.

NICARAGUA

Les travailleurs des mines d'or d'El Limon, dans le département de Léon, ont adressé un message de solidarité au syndicat britannique en grève, qui a été traduit et publié dans Nicaragua Today, organe de la Campagne de solidarité avec le Nicaragua de Grande-Bretagne. Le syndicat des mineurs d'or est affilié à la Confédération sandiniste des travailleurs (CST).

Chers camarades,

Une salutation révolutionnaire et sandiniste de la part des mineurs du Nicaragua.

Par cette lettre, nous, mineurs du Nicaragua, nous voudrions vous assurer de notre solidarité avec le combat que vous menez dans votre pays pour imposer la démocratie syndicale et mener votre lutte sans que vos droits soient supprimés. Frères, nous voudrions vous dire de ne pas vous décourager. Tant qu'il existe une volonté aussi forte que la vôtre, la justice et la raison triompheront.

Nous savons que vous êtes confrontés à la conscience réactionnaire et à la droite dirigée par la « Dame de Fer », Margaret Thatcher, mais votre lutte est juste et vaincra parce qu'elle est juste, tout comme les structures réactionnaires du capitalisme seront balayées par les forces incontrôlables des idées révolutionnaires et progressistes de la classe ouvrière, organisée et consciente, dirigée par les meilleurs fils du prolétariat. En avant, frères mineurs britanniques, vos frères mineurs du Nicaragua soutiennent votre juste lutte. Une lutte qui sera longue, cruelle et pleine de sacrifices, mais nous vous disons à tous : « La lutte continue, la victoire est certaine ! La patrie libre ou la mort ! » ■

Enoc Castellion,
Syndicat des mineurs,
Mine d'El Limon.

Procès politiques à Belgrade

Six intellectuels dissidents en instance de jugement pour délit d'opinion

LE dossier que nous publions ci-après définit le contexte du procès politique des six intellectuels de Belgrade (cf. *Inprecor* numéros 176 du 25 juin 1984 et 178 du 23 juillet 1984). Le juge chargé de cette affaire vient de démissionner. D'ores et déjà, le procès a provoqué en Yougoslavie de gros remous et a dû être reporté. Initialement prévu pour fin septembre, le procès a été annoncé pour le 3 octobre. Tout doit être fait pour qu'il y ait annulation pure et simple des poursuites en justice de Vladimir Mijanovic — dont nous publions plus loin l'interview exclusive —, de Milan Nikolic, de Pavlo Imsirovic et de leurs compagnons. L'article ci-dessous montre combien sont creuses les accusations portées contre les inculpés. A tel point d'ailleurs que les organes serbes de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY), de la justice et de la sécurité d'Etat se sont opposés à l'inculpation des six de Belgrade, qu'ils considéraient comme insuffisamment fondée. Les ingérences de la présidence d'Etat fédérale dans cette affaire sont un scandale dénoncé par de nombreuses protestations, qui exigent le respect de la Constitution yougoslave. Il ne s'agit pas d'un conflit ponctuel. L'article de Michèle Lee, écrit en juin pour la revue *Labour Focus on Eastern Europe*, souligne les transformations décisives qui sont à l'œuvre à l'arrière-plan de ces procès et les affrontements politiques dont ils sont l'enjeu. Pendant l'été, ces tendances n'ont fait que s'approfondir.

En septembre, les autorités ont annoncé la libéralisation de 55 % des prix, et ce pour des biens et services essentiels, comme les graisses et huiles de cuisine, le sucre, le charbon, les transports et l'électricité. Cet hiver, se chauffer sera un luxe dans les foyers ouvriers. L'inflation atteindra sans doute les 100 % pour 1984.

Ce n'est pas la première fois que la politique préconisée par le FMI tente de s'appliquer en Yougoslavie (cf. *Inprecor* numéros 75 du 15 avril 1980 et 164 du 1er janvier 1984). Elle se heurtera à de très fortes résistances sociales, à la fois ouvrières, comme l'indique la multiplication des grèves éclatées, mais aussi de la part de toutes les féodalités locales qui se sont consolidées en compartimentant le marché yougoslave à l'extrême pendant la dernière décennie. Réunifier l'économie en la soumettant aux règles de la concurrence mondiale, telle est l'orientation poursuivie. Le contexte d'une situation économique très grave et d'un endettement extérieur important donne une force de pression sans précédent au FMI. Cette pression est encore accrue par la hantise d'un retour à un système néo-stalinien et par l'idée que l'irrationalité actuelle des investissements ne pourra être redressée que dans le feu d'une véritable concurrence de marché (1). Un bon nombre d'intellectuels critiques ne voit pas d'autre issue à la crise actuelle.

Tous les tournants antérieurs avaient à la fois exclu la classe ouvrière des grandes décisions centrales, du pouvoir, mais en même temps, ils élargissaient les droits ouvriers dans les entreprises. Ainsi, après le tournant de 1971, l'actuelle Constitution et la Loi sur le travail associé, de 1974-1976, ont rendu illégal tout ce qui prolifère aujourd'hui : la loi « interdit » les revenus non issus du travail ; elle « interdit » toute usurpation du droit de l'autogestion à gérer le surplus ; elle « interdit » le développement de formes de propriété qui démantèlent la propriété sociale des moyens de production au profit d'intérêts privés ou de groupes quels qu'ils soient, tels que banques, technocratie, entreprises particulières, bureaucratie d'Etat, bourgeoisie. C'est peu de dire que l'écart entre le droit et la réalité socio-économique est colossal, que l'autogestion du surplus n'existe

pas, et que l'enrichissement privé prolifère. Mais il n'empêche que tous ces droits ouvriers, rendus formels par le cancer bureaucratique et le marché, devront être soit supprimés soit élargis, dans le déroulement de la crise actuelle. De même que devra être légalisé le droit de licenciement économique pour que fonctionne une « vraie » concurrence.

Ce qui est nouveau et très grave dans le présent tournant, c'est que les hommes qui dominent l'Etat n'ont plus rien à voir avec un quelconque passé révolutionnaire. Purs produits de l'appareil, ils défendent leur pouvoir sans hésiter à remettre en cause des droits ouvriers, s'ils le jugent pratiquement nécessaire et s'ils le peuvent. La règle limitant jusqu'alors à 49 % les investissements étrangers dans les entreprises mixtes, perpétuellement dénoncée par l'OCDE comme dissuasive, vient d'être supprimée, et le commerce est désormais ouvert à ces investissements (2). L'endettement extérieur et le changement qualitatif des dirigeants du régime ont eu raison des principes. Cela ne signifie pas que, dans le contexte de crise actuelle, les capitaux jusqu'alors très réticents, vont affluer. Mais si la répression et la consolidation des pouvoirs de l'Etat fédéral paraissent « fermes » dans le contrôle des résistances sociales, si la logique de profit acquiert quelques garanties de protection légale — et on peut parier que pour récupérer « productivement » les énormes richesses privées accumulées on va à nouveau proposer d'élargir les limites du secteur privé —, alors la pénétration de l'économie yougoslave par les capitaux étrangers pourra s'accélérer (3).

La LCY a prouvé, ces derniers mois, sa totale paralysie face à tous ces processus. Eclaboussée de toute part par les scandales de détournements de fonds sociaux, elle a aussi perdu ses dirigeants prestigieux. Le doublement de ses effectifs au cours de la dernière décennie — plus de 2 millions de membres aujourd'hui — signifie la montée des carriéristes et une diminution d'influence dans la classe ouvrière (moins de 30 % de ses membres) et dans les milieux d'intellectuels marxistes qui ont été réprimés. Parmi ceux-ci pourtant, la conscience que nulle issue positive à la présente crise ne sera trouvée sans une jonction avec tous les communistes authentiques qui restent dans la LCY, est très forte. Toutes les propositions qui ont été formulées pour modifier radicalement l'implantation et le mode

1. Y a-t-il vraiment des forces significatives prêtes à un tel retour à un système néo-stalinien en Yougoslavie ? Certains affirment que telle serait l'orientation de l'armée. Il est vrai qu'elle est la seule organisation centralisée en Yougoslavie. Sa représentation dans l'appareil d'Etat a été renforcée par l'actuelle Constitution. Elle s'opposerait très certainement à tout éclatement de la fédération yougoslave et soutiendrait un cours centralisateur. Mais elle n'est pas en soi une force politique ni de tradition « pro-soviétique ». Sa haute direction respecte une représentation très égalitaire des différentes nationalités. Ses cadres intermédiaires sont plus traditionnellement serbes et monténégrins.

2. Les négociateurs yougoslaves ont souvent souligné aux investisseurs étrangers qu'ils pouvaient aisément tourner ce droit. Il n'en demeure pas moins que, dans chacun de ses rapports, l'OCDE a remarqué que la règle des 49 % n'était pas de nature à rassurer les investisseurs étrangers inquiets des droits reconnus à l'autogestion « de statuer, en fin de compte, sur des questions qui, dans l'optique occidentale sont considérées comme faisant partie des prérogatives de ceux qui fournissent les capitaux des entreprises et non des "travailleurs" » (cf. brochure sur les « Investissements étrangers en Yougoslavie », 1974, p. 24).

3. Rappelons que la Constitution interdit l'embauche de plus de cinq salariés et la détention de terres privées de plus de 10 hectares. 85 % des terres sont privées. Le secteur privé existe essentiellement dans l'agriculture, le tourisme, l'artisanat et le commerce. Il produit environ 20 % du Produit intérieur brut.

de vie intérieure de la LCY sont certainement décisives dans ce sens. Mais l'expérience de ces derniers mois montre qu'il n'y a pas, dans la LCY, de forces suffisantes pour s'unifier et être capables, à elles seules, de démocratiser et de réorienter cette organisation vers la classe ouvrière en la purgeant de ses carriéristes. Les mobilisations indépendantes des travailleurs vont donc jouer un rôle clé dans les transformations et les rapports de forces intérieurs à la LCY. Mais ceux-ci sont à leur tour décisifs pour l'issue politique des conflits, notamment pour surmonter les dramatiques divisions nationales et sociales qui atomisent la classe ouvrière yougoslave. Dans cette dialectique, l'appareil d'Etat yougoslave et la LCY éclateront de part et d'autre des barrières de classe qui structurent de plus en plus la société yougoslave.

Quant à l'autogestion, elle sera sociale, globale, ou bien ne sera plus. Tel est le sens des propositions avancées en Yougos-

lavie, dans et hors de la LCY, de la constitution d'une chambre fédérale de l'autogestion, élue démocratiquement dans les entreprises et dotée des pleins pouvoirs d'orientation économique. Il existe dans ce pays un grand nombre d'intellectuels qualifiés qui sont prêts à mettre leurs institutions scientifiques au service des choix ouvriers sans se substituer à eux. En même temps, l'idée que ces choix ne seront réels, crédibles et rationnels que s'ils font l'objet de vastes débats publics et d'un pluralisme d'options a pris beaucoup de force, car sans la transformation de la vie politique, la recentralisation de l'économie sera profondément rejetée, bien que nécessaire. L'avenir du système yougoslave, voilà aussi l'enjeu de la lutte contre la répression des idées.

Catherine VERLA

Branko KRIZMAN

C'est une caricature de procès, monté pour des raisons politiques contre un groupe d'intellectuels critiques, qui risque de se produire en Yougoslavie cet automne. Sur la base de leur participation au mouvement des Universités libres dans la capitale, plusieurs personnes ont en effet été accusées de vouloir « créer un groupe dans le but de mener des activités hostiles » (article 39, section 1 du Code criminel) et de « constituer un danger contre-révolutionnaire pour l'ordre social » (article 114, section 1 du Code criminel). Il s'agit de Vladimir Mijanovic, 38 ans, le porte-parole le plus connu du mouvement étudiant de 1968 à Belgrade, du traducteur Pavlusko Imsirovic, 35 ans, du sociologue Milan Nikolic, 37 ans, du journaliste Dragomir Olujic, 35 ans, de l'étudiant Gordan Jovanovic, 24 ans, et de Miodrag Milic, 55 ans.

A la mi-juillet, à Sarajevo, capitale de la Bosnie, une personnalité de gauche, Vojislav Seselj, professeur de sociologie, a été condamnée à une peine de prison de 8 ans sur la base de ce qu'il avait écrit dans un manuscrit non publié. Les autorités ont manifestement voulu faire un exemple. Suite à cette condamnation, les six inculpés de Belgrade sont menacés de peines de l'ordre de 5 à 15 ans de prison.

Ces six personnes ont été arrêtées quelques semaines après que la police ait dispersé, le 20 avril, une séance de l'Université libre, lors de laquelle Milovan Djilas avait introduit une discussion sur le problème des nationalités en Yougoslavie. Trois d'entre elles ont mené une grève de la faim dont deux — Vladimir Mijanovic et Pavlusko Imsirovic — pendant 42 jours, soit jusqu'à leur libération provisoire au début juillet.

VERS UNE CRIMINALISATION DES INTELLECTUELS

La libération sous caution de ces six personnes arrêtées a constitué un événement rare en Yougoslavie et peut sans doute être attribuée à la campagne de solidarité qui s'est développée au niveau international, et surtout aux milliers de citoyens yougoslaves qui ont signé des pétitions adressées aux plus hautes instances de l'Etat. Mais leur inculpation, le 6 août, indique néanmoins que ceux qui, à la direction de la LCY, sont favorables à

une politique de répression accrue, l'ont pour l'instant emporté.

Dans les cercles intellectuels de Belgrade, on souligne le caractère totalement arbitraire de la démarche des autorités. Ainsi, le cinéaste Lazar Stojanovic a-t-il déclaré : « *Durant sept ans, entre 20 et 50 personnes se sont réunies en privé sans être dérangées par la police. Je ne peux pas comprendre comment ils peuvent choisir quelques individus sans arrêter tous ceux qui étaient là. Moi, j'y étais depuis le début et, si besoin est, je le dirai devant le tribunal.* » Un groupe de philosophes qui étaient regroupés autour de la revue marxiste non dogmatique *Praxis*, interdite il y a dix ans, ont publiquement assumé la responsabilité des Universités libres. L'un d'entre eux, Ljubomir Tadic, a déclaré : « *Après notre exclusion de l'Université de Belgrade, nous nous sommes efforcés de continuer notre activité intellectuelle. Nous avons organisé ces "universités ouvertes". Le gouvernement le sait très bien.* »

Les affirmations des participants aux séances de ces Universités libres indiquent que ces discussions portaient sur toute une série de thèmes qui sont trop peu ou pas du tout abordés dans des forums publics lors du XI^e congrès de la LCY. (DR)

blics. Les participants discutaient du bouddhisme zen, du stalinisme, des idées de Rudolf Bahro, de la psychanalyse et de Solidarité polonaise. Il n'est pas surprenant que beaucoup d'intellectuels yougoslaves voient dans la criminalisation de telles discussions un coup sévère porté à la libéralisation croissante du climat intellectuel du pays ces dernières années. Un communiqué de l'Association croate des philosophes, du début juin, précisait : « *Puisque nous pensons que des discussions théoriques ne peuvent pas être caractérisées d'activités hostiles, et des réunions publiques d'assemblées illégales, nous sommes totalement convaincus que ces poursuites doivent être arrêtées et les inculpés libérés.* »

Le fait que, malgré beaucoup de protestations de ce type, des inculpations aient été finalement prononcées, montre que, dans un contexte de crise économique sévère, un retour en arrière général par rapport à la libéralisation dans la sphère idéologique est planifié. En fait, ces dernières années, surtout dans les républiques slovène et serbe, des zones de liberté intellectuelle et artistique se sont développées, qui étonnent dans le cadre d'un régime de parti unique. Dans les li-



brairies yougoslaves, on peut se procurer des livres de Rudolf Bahro, de Soljenitsyne, d'Ernest Mandel ou de George Orwell. L'année dernière, la revue de l'Union des jeunes écrivains serbes, *Knjzevena Rec*, a publié des articles saisissants sur la complicité de la direction titiste dans « la persécution des trotskystes » — qui était en fait orientée à 99 % contre des non trotskystes — durant les années 1930 et pendant la guerre de libération.

Dans la capitale slovène, Ljubljana, on trouve des groupes écologistes et des groupes de pacifistes antimilitaristes. Lors de représentations théâtrales et de forums organisés au centre étudiant de Belgrade, sont abordés des sujets aussi sensibles que « les grèves sous le socialisme », le féminisme ou le cas Djilas. Sur la base du droit à adresser des pétitions collectives aux instances de l'Etat, droit garanti par la Constitution yougoslave, est apparue une opinion publique démocratique, certes faible mais non négligeable. Des pétitions réclamant l'abolition des « clauses du Code criminel qui touchent à la liberté de conscience » ou celles qui autorisent des poursuites contre des personnes sur la base de leurs simples déclarations verbales, et d'autres pétitions contre la peine de mort, n'ont pas seulement recueilli des centaines de signatures mais ont fait l'objet de discussions ouvertes dans les médias. Le journal de la jeunesse slovène, *Mladina*, mène ainsi une campagne de grande envergure contre la peine de mort.

Ces dernières années, les Universités libres n'ont pas, bien sûr, joué un rôle identique à celui qu'elles avaient à l'époque où toutes ces possibilités n'existaient pas encore. Pourtant, à Belgrade, les séances de ces Universités libres ont constitué un appui important à ceux qui travaillaient dans les médias officiels. En particulier pour la Nouvelle gauche — suivant le terme utilisé par les médias yougoslaves — issue du mouvement étudiant, elles ont servi de cadre permanent d'échange d'opinions, malgré l'extrême diversité des tendances qui y étaient représentées.

« Par le passé, nous nous sommes occupés principalement de l'économie, mais maintenant le parti doit reprendre son rôle dirigeant dans la vie intellectuelle », ainsi s'exprimait le porte-parole du gouvernement dans la presse, Ante Gavranovic, rédacteur en chef de *Privredi Vjesnik*, de Zagreb, en parlant des récents événements.

LES DURS DE LA LCY ONT LE VENT EN POUPE

En fait, depuis un an, il doit s'être établi un rapport de forces au sein de l'oligarchie de la LCY, qui a mis la prétendue aile libérale sur la défensive. Certains secteurs des directions du parti en Serbie et en Slovanie sont considérés comme « libéraux ». D'un autre côté, on pense que les partisans d'une répression plus dure se rencontrent dans la direction du parti, en Bosnie derrière Branko Mirkulic, organisateur des Jeux olympiques d'hiver, ainsi que dans les directions du

parti en Croatie et dans les provinces autonomes de Voïvodine et du Kosovo. Depuis cet été, l'organisation du parti au niveau fédéral est dirigée par un Albanais du Kosovo, Ali Shukria, qui est sans doute un habitué de la répression. Ces dernières années ont vu 800 nationalistes albanais condamnés à des peines de prison affreusement longues. Qui plus est, la vague de procès dans cette région a continué au même rythme jusqu'à cet été.

Puisque les mesures qui ont été prises contre les intellectuels critiques sont étroitement liées à une lutte pour le pouvoir au sein de la bureaucratie dans laquelle la direction serbe actuelle autour d'Ivan Stambolic joue sa peau, celle-ci a aussi donné lieu à quelques autres opérations parallèles d'importance. Au début mai, par exemple, le comité central du parti croate, sous la direction d'un élément dur bien connu, Stipe Suvar, a tenu une conférence idéologique au cours de laquelle les courants intellectuels de Serbie ont été stigmatisés comme l'expression d'une contre-révolution rampante. Il y a eu, à propos de ces événements, de fortes protestations dans la presse serbe et de violentes polémiques au comité central du parti serbe.

Comme documentation pour cette conférence, Suvar avait commandé l'élaboration d'un « livre blanc », de 237 pages, qui comprenait une sorte d'index de toutes les formes d'expression d'artistes et de journalistes de ces dernières années qu'il considérait comme anti-parti. Ces « fleurs du mal » — qualificatif moqueur attribué par la presse de Belgrade à ce « livre blanc » — ont tout simplement été interdites à Belgrade, par ordre du tribunal. Après une brève pause, ce conflit a redémarqué au début du mois d'août. Dans l'hebdomadaire de Zagreb, *Danas*, l'homme politique croate Jure Bilic a appelé à réprimander une direction du parti qui aurait échoué à contrôler suffisamment la vie de la société. Tout le monde savait qu'il parlait des Serbes.

Ljubomir Tadic a ainsi résumé le problème des divisions dans la LCY, en affirmant : « Il y a maintenant des courants différents dans la direction — un courant libéral, très faible, et un courant néostalinien, malheureusement fort. » La faiblesse des « libéraux » se voit dans la suppression des Universités libres à Belgrade, qui a clairement été imposée contre la volonté des autorités serbes par les autorités fédérales, et en particulier par le Présidium d'Etat. En plus, avant le procès de Vojislav Seselj, le dirigeant slovène Mitja Ribicic a publiquement pris position dans la revue de Belgrade *Nin* contre l'utilisation de mesures administratives à l'égard des intellectuels, en déclarant notamment que « le combat contre des livres était à mener avec d'autres livres ». Comme l'a montré

la condamnation de Seselj, ce conseil n'a pas été suivi.

LE PRÉCÉDENT DU CAS SESELJ

Puisqu'il y a des raisons de craindre que le procès de Sarajevo soit pris comme modèle pour celui de Belgrade, il convient de regarder de plus près le jugement du tribunal. La cible essentielle de l'acte d'accusation fut un manuscrit envoyé l'automne dernier à Dusan Bogavac, rédacteur en chef de *Komunist*, revue du parti, à Belgrade. Ce manuscrit portait un titre à résonance historique, « Que faire ? ». Bogavac a affirmé sous serment ne l'avoir jamais reçu. Evidemment, ce sont les services de sécurité de l'Etat qui se le sont appropriés. En fait, pendant les Jeux olympiques d'hiver à Sarajevo, le manuscrit fut saisi au cours d'une perquisition chez Seselj, ainsi que 1 700 pages d'autres manuscrits non publiés. Des extraits de cet article, dont à part l'auteur seulement la police avait connaissance, ont été rendus publics par des dirigeants politiques, par Mitja Ribicic, le 12 avril et, dans une interview à la télévision le 5 mai, par Stane Dolanc, le ministre de l'Intérieur de l'époque, aujourd'hui membre du Présidium d'Etat. Ce ne sont pourtant pas ces derniers qui ont été poursuivis pour diffusion de propagande contre-révolutionnaire, mais bien Seselj, qui a été mis aux arrêts le 15 mai.

Bien que l'accusation ait été incapable de produire un seul témoin pour affirmer que Seselj avait mis le manuscrit entre ses mains, le tribunal a soutenu l'accusation selon laquelle l'auteur était engagé dans une activité de propagande contre-révolutionnaire dans le but de mener des actions de concert avec d'autres personnes. Il y a encore d'autres faits intéressants. Après l'arrestation de Seselj, certaines personnes de Sarajevo reçurent des lettres anonymes contenant la photocopie de l'article incriminé. On peut se demander qui les avait envoyées ... Le second type d'évidence cité dans l'acte d'accusation était composé de rapports de propos que Seselj aurait tenu à divers individus en dénigrant le système politique de la Yougoslavie. Un de ces « témoins » n'avait jamais vu Seselj de sa vie avant de faire sa déposition au tribunal. D'autres sont considérés à l'Université de Sarajevo comme des agents provocateurs.

Malgré des témoignages si dérisoires, le tribunal a infligé à Seselj une peine de 8 ans de prison et le juge, Milorad Potpalic, a même osé prétendre que c'était là un jugement indulgent, car l'activité de Seselj aurait représenté « l'attaque la plus forte contre les bases de la nouvelle Yougoslavie » depuis la rupture de Tito avec Staline. En fait, une analyse des écrits de Seselj publiés antérieurement et des citations de « Que faire ? » données par la presse yougoslave montrent qu'il se veut un critique socialiste de la situation politique du pays. Seselj critiquait le chaos du modèle d'autogestion non planifié et bureaucratique qui existe en Yougoslavie, indiquait les traditions non démocratiques de la Ligue des communistes et exi-

ABONNEZ-VOUS
A INPRECOR

geait une enquête sur la responsabilité de feu le président Tito dans la crise actuelle du pays. D'après des témoins au cours du procès, et malgré le fait qu'il avait poursuivi une grève de la faim pendant 42 jours, Seselj s'est exprimé avec beaucoup de force et de courage. Même certains de ses collègues de Zagreb et de Belgrade qui ne partageaient pas ses opinions et n'étaient pas d'accord avec ses actions ont rejeté la campagne odieuse de calomnies menées contre lui par les médias yougoslaves cherchant à le présenter comme vénal et politiquement fou. L'angle d'attaque principal des médias contre Seselj se centrait sur un court passage de son manuscrit « Que faire ? », que la plupart des dissidents yougoslaves considèrent comme l'expression d'une conception politique erronée. Dans ce passage, Seselj proposait que les républiques de Bosnie et du Monténégro soient abolies et leurs territoires divisés entre la Serbie et la Croatie, et défendait la non reconnaissance des « Musulmans » comme nationalité. L'une et l'autre de ces mesures auraient sans

doute l'effet d'exciter dangereusement les passions nationales en Yougoslavie et produiraient surtout une grave crise en Bosnie, qui est peuplée par des Serbes, des Croates, des chrétiens orthodoxes et catholiques, ainsi que par des musulmans. Déjà dans des prises de position antérieures, Seselj exprimait une forte sensibilité nationale serbe, qu'on trouve d'ailleurs aussi chez d'autres opposants de gauche. Cela explique que les oppositionnels soient, en grande partie, restés muets face à la répression étatique au Kosovo contre les nationalistes albanais. La seule exception est une pétition vieille de deux ans. Seselj est parmi ceux qui soulignent fortement le caractère slave du sud de la Yougoslavie, ce qui mène à une approche plus que problématique de la question des droits nationaux des Albanais et d'autres nationalités non slaves. Ceci ne peut évidemment nullement servir pour autant de justification à la répression policière. Sur cette question, Ljubomir Tadic a d'ailleurs déclaré que « ces opinions peuvent être critiquées, mais qu'il s'agit de ques-

tions qui sont discutées actuellement concernant la manière dont notre Fédération est organisée et notre politique sur la question des nationalités ».

LA LEÇON DE LA FARCE PROCÉDURIÈRE

La leçon de cette farce est tout à fait limpide. Tout intellectuel dissident sait maintenant qu'il ou elle peut être poursuivi(e) en justice à tout moment si les autorités le désirent, même si la police ne peut produire la moindre évidence d'activité illégale. Déjà cet été, les intellectuels critiques de Belgrade ont eu un avant-goût de ces nouvelles procédures. Les interrogatoires d'environ 90 personnes, les quatre perquisitions à domicile et de nombreuses saisies de lettres et de manuscrits ont eu pour effet de créer un climat d'inquiétude et d'insécurité permanent.

L'acte d'accusation contre les six de Belgrade, qui a été préparé par le procureur d'Etat Danilo Nanovic, se limite à

"Si le régime persiste à réprimer, cela finira mal" Interview exclusive de Vladimir Mijanovic

Agé de 38 ans, Vladimir Mijanovic, est un peu un Rudi Dutschke yougoslave. Il est considéré comme l'un des dirigeants du mouvement étudiant de Belgrade, de 1968. En 1973, puis de nouveau en 1979, il a été condamné à plusieurs années de prison. Les motifs, une grève de la faim d'étudiants de Belgrade en soutien à des mineurs de Bosnie en lutte pour leurs salaires et une blague qu'il aurait racontée en public sur l'ancien président Tito.

Au début du mois de mai 1984, il avait signé avec dix-neuf personnalités, une « lettre ouverte » au ministre de l'Intérieur de l'époque, Stane Dolanc, qui exigeait des explications sur le cas de Radovic, mort dans des circonstances mystérieuses après un interrogatoire. De même que cinq autres intellectuels à Belgrade et que le sociologue Vojislav Seselj à Sarajevo, il a été arrêté fin mai, puis libéré de la prison préventive après 42 jours de grève de la faim et d'innombrables protestations, en Yougoslavie et à l'étranger.

L'accusation reproche à Mijanovic d'avoir mis au point l'organisation du logement, des exposés, et des invitations pour les Universités libres (ou Universités volantes). D'après la loi, lui et ses amis risquent de 5 à 15 ans de prison.

L'interview exclusive que nous publions ci-dessous a été réalisée à Belgrade au mois d'août 1984.

— Comment s'est produite votre libération de détention préventive ?

Vladimir MIJANOVIC : — Formellement, j'ai été libéré, comme les 6 autres détenus, parce qu'il n'y avait plus de motif pour une longue détention préventive. En réalité, ce qui a été décisif, c'est que nos amis en Yougoslavie et à l'étranger étaient convaincus de notre innocence et ont exigé notre mise en liberté.

— Où veut en venir le gouvernement yougoslave, après le procès de Vojislav Seselj à Sarajevo, en continuant la répression contre les intellectuels ?

— Il voudrait convaincre le peuple que l'on a affaire, malgré la crise, à un régime stable, et persuader ses amis à l'étranger que toutes les dettes seront acquittées.

— Qu'avez-vous commis pour être considéré par la direction du parti et par le gouvernement comme « ennemi » ? Il est connu que vous avez activement participé au mouvement étudiant de 1968. Mais il y a longtemps de cela. Qu'avez-vous fait d'autre ?

— Rien d'important. Je n'ai milité que dans le cadre de la Constitution yougoslave, pour la défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques. A plusieurs reprises, j'ai envoyé des pétitions aux instances supérieures du gouvernement. Il s'agissait de faire libérer des prisonniers ou de demander des modifications précises de la législation. Avec des amis, j'ai exigé l'amnistie de tous les détenus emprisonnés pour délits verbaux, ainsi que la suppression du paragraphe du Code pénal qui punit la soi-disant « propagande hostile ». Naturellement, j'ai souvent assisté à des réunions publiques où l'on discutait de telle ou telle question. Au bout du compte, tout cela était normal et anodin.

— Quel était le rôle des Universités libres ?

— Elles permettaient des débats ouverts sur des questions d'actualité ou des problèmes théoriques. Une centaine de personnes ont participé à ces Universités libres en y tenant des exposés, et mille à deux mille en tant qu'auditeurs.

— Pourquoi avez-vous décidé d'entamer une grève de la faim après votre arrestation ? La plupart du temps, les grèves de la faim ont pour objet des revendications concrètes pour améliorer les conditions de détention. Votre grève était différente. Vous et vos amis vouliez être remis en liberté ?

— Pour moi, cela ne se limitait pas à la revendication de la remise en liberté. Je demandai à rencontrer le Président, le Premier ministre ou le Président du Sénat, puisque lors de mon arrestation, de nombreuses copies de pétitions ont été saisies. En outre, il était clair pour moi que les instances inférieures, comme le tribunal ou la police secrète, ne sont

comptabiliser le nombre de fois où chacun des accusés a été présent aux séances de l'Université libre depuis 1977. Vladimir Mijanovic est ainsi accusé d'être « responsable des aspects organisationnels des séances ». Miodrag Milic est censé avoir parlé de façon critique du culte de la personnalité autour de Josip Broz Tito, et Dragomir Olujic d'avoir souligné l'importance d'un mouvement syndical fort en Yougoslavie. Des citations de manuscrits écrits par les accusés aussi bien que les déclarations qui leur sont attribuées sont censées démontrer le « caractère contre-révolutionnaire » des séances de l'Université libre. Mais ce qui est effectivement démontré est la façon dont les intellectuels dissidents sont étroitement surveillés par les services de sécurité de l'Etat. L'un des avocats de Vladimir Mijanovic a répondu à l'acte d'accusation en déclarant : « Le bureau du procureur soupçonne les accusés d'avoir fait ce qui, toujours et partout, a été autorisé, c'est-à-dire d'avoir visité des gens, reçu des invités, engagé des discussions. Il qualifie tout

cela d'illégal parce qu'il attribue aux accusés des idées "contre-révolutionnaires". Cette accusation est sans fondement. Avec une telle méthode, on pourrait inculper n'importe qui sur la base de toutes sortes d'activités quotidiennes, simplement en leur attribuant certaines opinions. »

Comme l'a montré le cas Seselj, le verdict ne dépend que peu de la solidité des preuves fournies par l'accusation ou des contre-preuves apportées par la défense. Ce n'est pas par hasard que plusieurs jours avant leur inculpation officielle, le président de l'Etat yougoslave, Veselin Djuranovic, a annoncé durant une séance plénière du comité central monténégrin que les accusés allaient passer en jugement. Le 6 août, Vladimir Mijanovic répondait de la façon suivante, dans une « lettre ouverte » : « Continuez donc à semer l'inquiétude pour ne pas être obligés de faire face à des questions désagréables concernant votre responsabilité historique, personnelle et collective sur l'im-passe économique, politique et morale

dans laquelle se trouve le pays ! Continuez donc à exiger que "le comité central sorte de son attitude défensive" en m'envoyant avec d'autres en prison. Je vous dis : je ne vais pas vous laisser mener impunément la "guerre spéciale" que vous avez inventée, à mes frais. Je ne vais pas vous laisser impunément en faire un exemple pour en intimider d'autres ! Y a-t-il une porte de sortie ? Il y a une possibilité, celle d'une amnistie politique générale immédiate. »

L'Agence France-Presse (AFP) a rapporté que les six inculpés avaient déclaré qu'ils commenceraient une grève de la faim illimitée s'ils étaient condamnés. Ce procès se présente comme une épreuve de force, à la fois entre les intellectuels critiques et les autorités, et entre les différentes fractions de la bureaucratie. L'issue de cette double épreuve de force va déterminer le cours de l'évolution ultérieure de la Yougoslavie.

Branko KRIZMAN,
Vienne, le 5 septembre 1984.

que des marionnettes, et j'exigeais de rencontrer ceux qui sont vraiment compétents.

— Quelle a été la réaction à votre grève de la faim ?

— Deux jours après mon incarcération, j'ai été frappé. Après quinze jours, on a commencé à me nourrir artificiellement de force. Finalement, nous avons été relâchés.

— Etiez-vous informé de ce qui se passait à l'extérieur de la prison quant à votre affaire ?

— En partie, oui. Après vingt jours d'emprisonnement, j'ai pu recevoir des visites. Mais les dialogues étaient très contrôlés et avaient lieu en présence du juge d'instruction et d'un autre fonctionnaire.

— Avez-vous eu des problèmes de santé, suite à cette grève de la faim ?

— Oui, j'ai des problèmes d'estomac et des lésions des organes internes, foie et pancréas.

— Le gouvernement a visiblement très peur d'une répétition de 1968. Deux livres sur ce sujet ont été interdits cette année. Pensez-vous qu'il y ait des analogies avec la situation actuelle ?

— Eh bien, il y a des sujets tabous. 1968 en est un. Aucun livre solide sur le plan théorique n'a pu être publié au grand jour. Il y a quelques jours, le journal du cinéaste connu Zigovin Faulovic, sur 1968, a été interdit. Le matériel filmographique de l'époque est toujours censuré. Les Universités libres sont un sujet tabou. Cependant, il y a eu sans cesse des attaques dans la presse yougoslave. C'est la preuve qu'il ne s'agissait pas d'une organisation secrète. C'était de simples tribunes publiques, dont l'existence était connue par la police tout comme par de nombreux habitants de Belgrade et de toute la Yougoslavie. Et soudain, ils ont décidé qu'il fallait interdire les Universités libres et prendre des mesures draconiennes telles que des arrestations. N'oublions pas qu'il y a eu un mort.

— On sait que de nombreux participants aux Universités libres sont de gauche. Nombre de détenus étaient aussi des gens de gauche. Cela dit, il semble bien que certains dirigeants du parti veuillent faire croire que ces personnes sont en liaison avec des groupes terroristes à l'étranger. Qu'en pensez-vous ?

— Le prochain procès va avoir lieu avec la bénédiction des hommes politiques hauts placés et sera fondé sur un échafaudage politique élaboré selon leurs vœux. Quand ces hommes politiques se retrouvent avec leurs amis étrangers, ils affirment que nous sommes des gauchistes et des communistes orthodoxes. Ainsi, Dolanc l'a-t-il déclaré en rencontrant des parlementaires italiens qui l'interpellèrent sur notre détention. Cela pour qu'ils ne soient pas tentés de nous aider. Draza Mar argumenta de la même façon dans les réunions politiques fermées. A l'inverse, on peut trouver dans les journaux yougoslaves des déclarations des mêmes hommes politiques, selon lesquelles nous sommes des droitiers. Mitja Ribicic nous a présentés à la télévision hongroise comme des gens de droite partisans de Ronald Reagan. Ce sont des affirmations absurdes, qui poursuivent un but évident.

— En Yougoslavie, on qualifie souvent les milieux dissidents d'« anarcho-libéraux », une sorte de dénomination commune pour tous ceux qu'on appelle les « ennemis intérieurs ».

— Dans l'accusation provisoire qui me concerne, on mentionne que je me serais lié, en 1968, à des cercles « anarcho-libéraux ». Cette épithète va donc encore une fois jouer un grand rôle au cours de notre procès, alors même que presque personne ne pourrait expliquer ce qu'elle signifie. C'est un amalgame totalement absurde sur le plan politique.

— Et comment apparaissent en réalité les positions politiques au sein de votre groupe ?

— Justement, c'est qu'il n'y a pas de groupe. Nous ne pensons pas tous la même chose. Dans les Universités libres, il y avait simplement des gens intéressés par une confrontation libre. Du point de vue des tendances politiques, c'était un public très hétérogène.

— A votre avis, est-il possible que la direction de la LCY parvienne à stabiliser la situation au moyen d'une répression accrue ?

— Non, vraiment pas du tout. Cela rendrait la situation encore bien plus compliquée pour les dirigeants. A mon avis, si le régime persiste, cela finira mal.

Propos recueillis à Belgrade, en août 1984.

De la rupture avec Staline à l'association avec le FMI

DEPUIS qu'il a mené les ouvriers et les paysans yougoslaves, à travers les terribles épreuves de la guerre antifasciste et civile de 1941 à 1945, vers une révolution victorieuse, le Parti communiste yougoslave, aujourd'hui la Ligue des communistes yougoslaves (LCY), a fait preuve, comparé à d'autres partis communistes au pouvoir, d'un important degré de tolérance des divergences politiques, au sein du parti et hors de lui. Son prestige était énormément renforcé en 1948 par son défi à Staline, qui impliquait non seulement la défense de la souveraineté nationale, mais aussi un rejet des méthodes stalinienne de gouvernement à l'intérieur même du pays. L'introduction par ce parti de l'autogestion, au début des années 1950, sa volonté de résoudre une question nationale compliquée, et la décentralisation de l'Etat et de l'économie effectuée sous sa direction dans les années 1960 et 1970, sont autant de facteurs qui ont contribué à donner à la Yougoslavie une paix sociale et une stabilité politique qui contrastent avec les conditions vécues par beaucoup de ses voisins.

Il n'y a pas d'intellectuels yougoslaves qui soient, comme un Milan Kundera (écrivain tchèque, ndlr.) ou un Alexandre Soljenitsyne, obligés de s'exiler pour travailler, ni d'exemples de dirigeants du parti tombés en disgrâce ayant été poursuivis comme des criminels et exécutés (1). Depuis environ dix ans, des ouvrages émanant de divers courants socialistes — mar-

xisme occidental, trotskysme, eurocommunisme, social-démocratie, etc. — sont accessibles aux lecteurs yougoslaves. Les intellectuels qui étaient regroupés autour de la revue interdite *Praxis*, révoqués de leurs postes universitaires en 1972, travaillent maintenant dans leur propre institut scientifique, voyagent librement et ont le droit de publier leurs écrits. Les rapports entre le parti et les intellectuels, bien que jamais tout à fait calmes, ont néanmoins été largement exempts de pressions « administratives » brutales. C'est pour ces raisons que la vague de répression récente a constitué un choc aussi violent.

La descente de la police dans une réunion politique informelle, les sévices subis par certaines des personnes qui y ont été arrêtées, la mort du jeune ouvrier Radomir Radovic et l'arrestation, en mai 1984, de six intellectuels, dont cinq à Belgrade et un à Sarajevo, représentent sans aucun doute des développements nouveaux. Rien de comparable ne s'était produit depuis 1971, date à laquelle plusieurs dirigeants étudiants, parmi lesquels trois de ceux qui sont arrêtés aujourd'hui (Mijanovic, Imsirovic et Nikolic) avaient été condamnés à des peines de prison de deux ans, en raison de leur activité politique. Qu'est-ce qui explique ces nouvelles arrestations et quelle en est la signification ? L'analyse qui suit se propose d'esquisser les grands traits de la conjoncture économique et politique dans laquelle celles-ci sont intervenues.

Michèle LEE

Pour analyser les problèmes actuels de la société yougoslave, il faut les replacer dans leur contexte international. Depuis la mort, en 1980, de Tito, le dirigeant historique du parti, ce dernier a dû chercher un nouvel équilibre interne, et cette période d'instabilité politique a coïncidé avec la première crise économique depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les effets de cette crise ont commencé à toucher la Yougoslavie avant même la mort de Tito, mais dans la période dominée par sa disparition, il manqua aussi la volonté d'introduire les nécessaires réformes économiques et politiques. La direction actuelle du parti, constituée après les épurations massives du début des années 1970, s'est montrée faible et divisée, non seulement par rapport à la première vague de problèmes économiques, mais aussi dans les réponses apportées à l'accumulation de frustrations nationales, économiques et sociales qui ont éclaté avec les événements du Kosovo au printemps 1981. Ces événements ont constitué un avertissement sérieux à la direction du parti, montrant la gravité de la situation et rompant brusquement l'existence tranquille du parti des années 1970.

LA FIN D'UNE ÉPOQUE

Les trois piliers sur lesquels reposait la politique du parti jusqu'à la fin des années 1970 — des emprunts à l'étranger pour financer l'extension de la base industrielle du pays sans toucher au niveau de vie ou aux libertés civiques de la population, la politique de détente Est-Ouest qui réduisait les pressions sur l'indépen-

dance du pays, et le mouvement des pays non-alignés qui lui donnait un rôle positif au niveau international — ont tous été structurellement affaiblis avant la fin de la décennie. Mais c'est la crise économique qui a constitué le problème le plus difficile à solutionner.

La crise économique yougoslave a commencé sérieusement en 1979, par une pénurie de biens de consommation de base. Au début, l'ampleur des problèmes a été cachée à la population, et même aux plus hautes instances de l'Etat et du parti. Même deux ans après, quand la dette étrangère atteignait les 20 milliards de dollars (180 milliards de francs), ni l'Assemblée fédérale, les assemblées des républiques et les comités centraux correspondants n'ont été informés de l'ampleur du problème. La vérité est apparue seulement en 1981, quand, à la suite des événements du Kosovo, la presse de Belgrade a d'un seul coup passé outre les interdits habituels sur l'information. D'autres secteurs des médias ont profité de l'espace ainsi créé, et s'est alors ouverte une période caractérisée par une large liberté de la presse. La direction du parti, dont la confiance avait été sérieusement entamée, a

répondu par une autocritique verbale destinée à apaiser la colère populaire. Avec l'imminence du XII^e congrès du parti, qui a eu lieu en 1982, elle a réussi à formuler une sorte de compromis sur les mesures qu'il fallait adopter pour faire face à la crise économique, le soi-disant « Programme à long terme de développement et de stabilisation économique » (2).

Ces problèmes économiques ont sans doute été aggravés par les taux d'intérêt élevés qui ont caractérisé le marché international financier depuis la crise pétrolière de 1976. Mais leurs racines sont structurelles : elles se trouvent dans le grand déséquilibre créé depuis vingt ans entre un secteur d'extraction de matières premières qui a été systématiquement négligé — comme l'ont été également d'autres investissements structurels dans des secteurs tels que l'agriculture, les transports, la production d'énergie et la santé — et une industrie de transformation gonflée, largement financée par des emprunts à l'étranger et qui dépend des importations de matières premières, de produits industriels de base et de pièces de rechange, qui doivent tous être payées en devises fortes occidentales.

1. Milovan Djilas, qui a passé plusieurs années en prison, a cependant pu publier des livres et des interviews à l'étranger, souvent critiqués de la pratique passée et présente du parti.

2. Au cours de cette période, face à des assemblées de plus en plus combatives, le gouvernement a développé un art, qui fait penser aux pratiques du Parlement britannique à Westminster, pour esquiver les questions embarrassantes. Par exemple, lorsqu'on lui a demandé de clarifier la déclaration faite par celui qui était alors ministre des Finances, Petar Kostic, à la fin 1982, selon laquelle la Yougoslavie était

près de la « faillite », il a créé un précédent en répondant quinze jours plus tard, par écrit ! A ce moment-là, cependant, on pouvait encore entendre des ministres du gouvernement parler du FMI comme du « gendarme international de la finance », dont la tâche était de s'assurer que les débiteurs paieraient tout ce qu'ils devaient, et dans les délais. Mais, plus le FMI saignait l'économie yougoslave, plus grandes devenaient les tentatives de présenter cet organisme comme l'apôtre d'une économie saine et d'une vie honnête. Le « gendarme » était devenu « notre partenaire étranger » !

Au cours d'une conférence récente, Rade Pavlovic, président du comité fédéral pour l'Energie et l'Industrie, a souligné que la dépendance de l'industrie yougoslave par rapport aux matières premières importées est devenue le principal frein à la croissance de l'économie (3). Cette dépendance a conduit à l'énorme endettement extérieur et a provoqué les crises successives de la balance des paiements qui ont frappé le pays depuis quatre ans. 77 % des importations yougoslaves représentant une valeur de 10 milliards de dollars (90 milliards de francs), c'est-à-dire presque l'équivalent des recettes annuelles en devises fortes, ont été dépensés l'année dernière pour acheter ces produits industriels nécessaires. Les participants à cette conférence, directeurs et économistes représentatifs de la base industrielle du pays, ont soutenu l'argumentation de Pavlovic, chiffres à l'appui. La situation d'anarchie industrielle — la multiplication d'usines de transformation, tandis que les investissements pour développer les ressources du pays manquent — relevée au cours de cette conférence a permis à la presse de demander si cet état de choses s'était vraiment produit par hasard, et de souligner la responsabilité de la direction du pays.

Pour la seule année de 1983, 900 millions de dollars (8,1 milliards de francs) ont été ajoutés à la dette extérieure du pays, dette qui s'élevait déjà à 20 milliards de dollars. Pour payer les intérêts de cette dette et pour pouvoir emprunter davantage, le gouvernement a adopté une politique de réduction des importations et d'augmentation des exportations « coûte que coûte ». Les réductions des importations ont déjà conduit à une grande pénurie de produits essentiels pour l'industrie. La situation s'est aggravée du fait qu'une bonne partie des exportations elles-mêmes — 52 % du total en 1983 — consistait précisément en de tels produits vitaux. Selon des calculs officieux — aucun chiffre officiel n'a été donné par le gouvernement —, cette pratique d'exporter pour ensuite importer essentiellement le même type de produits a coûté à l'industrie, l'année dernière, la somme de 2 milliards de dollars (18 milliards de francs), somme équivalente aux remboursements annuels de la dette extérieure. Le résultat global a été une stagnation importante de l'industrie, entre 30 % et 60 % de ses capacités suivant les secteurs.

Cela signifie que les entreprises font de plus en plus de pertes. Les pertes dans l'industrie ont doublé chaque année depuis trois ans : 30 milliards de dinars en 1981, 62 milliards en 1982, 118 milliards en 1983, et pour le premier trimestre de 1984, elles s'élevaient à 89 milliards de dinars (1 FF valait 3,20 dinars en 1981, au cours officiel, ndr.). Les pertes les plus importantes se situent dans les industries de base — la production d'énergie, la chimie, la mécanique lourde, la construction, où ont été créées de grandes usines de transformation, sans base correspondante d'extraction de matières premières. Ce sont les républiques et les provinces les

Solidarité avec les prisonniers politiques yougoslaves

Un comité Radomir Radovic vient de se constituer en France, en défense des prisonniers politiques yougoslaves. Le nom même que s'est donné ce comité est symbolique, puisqu'il reprend celui du jeune syndicaliste, défenseur acharné des droits des travailleurs, communiste convaincu au véritable sens du terme, retrouvé « suicidé » après plusieurs interrogatoires policiers, en avril dernier.

Ce comité s'est donné pour tâche de rechercher auprès des personnalités de la gauche française et des organisations de son mouvement ouvrier et démocratique, l'aide dont ont besoin les emprisonnés politiques en Yougoslavie. D'ores et déjà, il soutient l'envoi d'une mission de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) pour suivre le déroulement du procès des six intellectuels de Belgrade.

Les autorités yougoslaves sont très sensibles aux pressions extérieures. Il faut donc multiplier les télégrammes de protestation avant, pendant et après le déroulement de ce procès, pour exiger la libération de Gordan Jovanovic, Miodrag Milic, Dragomir Olujic, Pavlo Imsirovic, Vladimir Mijanovic et Milan Nikolic, et demander la levée en appel de la condamnation de Vojislav Seselj.

Les lettres de protestation doivent être adressées à l'ambassade de Yougoslavie, 54, rue de la Faisanderie, 75016 Paris, et au Président de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, M. Djuranovic, Bulevar Oktobarske Revolucije 92, Beograd, Yougoslavie, avec un double au comité Radomir Radovic, c/o Michel Mata, 34, rue Feutrier, 75018 Paris, qui transmettra aux familles et aux avocats de la défense.

Le comité a aussi besoin d'un soutien financier pour mener ses activités de solidarité, et en premier lieu pour l'envoi de membres de la FIDH au procès. Adressez vos contributions à Michel Mata, CCP 24 576 89 G Paris. ■

moins développées, le Kosovo, la Macédoine et le Monténégro, qui souffrent le plus de ces problèmes. Une des conséquences en est qu'il y a maintenant un niveau de sur-emploi qui se chiffre à 900 000 travailleurs sur une population active dans le secteur social de 6,7 millions de personnes, sans parler du million de chômeurs, suivant les chiffres officiels. Ce chiffre risque d'augmenter davantage avec la liquidation d'entreprises déficitaires et la réduction des services sociaux.

Des produits industriels de base qui coûtent cher, un bas niveau d'utilisation de la capacité industrielle du fait de la pénurie de matières premières, une productivité du travail basse et un haut degré de fiscalisation de l'industrie, sont autant d'éléments qui nourrissent une inflation ayant atteint l'année dernière le taux record de 58 %, car les entreprises n'ont pu survivre qu'en traduisant une partie de la hausse de leurs coûts de production en augmentation des prix. Le reste est couvert par des emprunts. La pression pour emprunter a limité de façon brutale la disponibilité du capital interne qui est déposé dans les 175 banques du pays. Quand les effets des conditions imposées par le FMI vont commencer à se faire sentir cette année, les problèmes de liquidité interne vont s'aggraver et conduire à un niveau de stagnation industrielle encore plus grave qu'actuellement. Encore pire, la partie des prêts du FMI et de la Banque mondiale qui ne sont pas destinés à rembourser la dette étrangère, sera orientée vers le secteur des industries de transformation plutôt que vers une nécessaire restructuration industrielle en faveur des entreprises d'extraction de matières premières.

« NON » A STALINE, MAIS « OUI » AU FMI !

Quelles sont donc les conditions du FMI ? Cet organisme, en collaboration étroite avec 600 banques et 16 gouvernements occidentaux, a consenti à reporter le remboursement annuel actuel de la dette extérieure de la Yougoslavie — environ 2 milliards de dollars, soit 18 milliards de francs — et de fournir un crédit pour les importations de cette année, à condition que le gouvernement de Belgrade applique les conditions suivantes :

- dévaluation progressive du dinar, par étapes trimestrielles, par rapport à un « panier » des monnaies des principaux pays industrialisés ;

- des taux d'emprunt internes « réalistes » et qui doivent, au cours de cette année fiscale, atteindre un niveau de 1 % supérieur au taux d'inflation ;

- détermination des prix de la plupart des biens et services par le marché libre ;

- réduction drastique de la consommation, à la fois individuelle et sociale.

Avec quelques amendements, le gouvernement a capitulé devant ces exigences. Ces conditions, d'un monétarisme extrême, risquent d'entraîner encore plus de problèmes pour l'économie yougoslave. En 1983, avec des taux d'intérêt de 18 % et un taux d'inflation de 58 %, les entreprises industrielles éprouvaient déjà des

difficultés à maintenir les remboursements de leurs emprunts internes. Leur endettement augmentait de 68 % par rapport à 1982, qui était déjà une mauvaise année, pour atteindre un niveau de 266,8 milliards de dinars. En effet, pour maintenir la production et payer les salaires de façon plus ou moins régulière, certaines entreprises ont dû avoir recours à des emprunts à court terme, qui représentent aujourd'hui 50 % de la totalité de leurs emprunts. L'année dernière, les banques ont drainé 396 milliards de dinars de l'économie sous forme des paiements des intérêts sur les prêts à court terme et à long terme. Cette somme est presque aussi importante que les 407 milliards qui sont allés alimenter le fonds de réserve des capitaux. En 1983, 4 614 sur les 9 597 grandes entreprises du pays ont eu leur compte en banque bloqué suite à leur incapacité de payer les intérêts sur leurs dettes.

Le Programme à long terme du gouvernement, qui penchait déjà largement dans un sens monétariste, ne fut jamais appliqué, pour des raisons dont nous traiterons plus loin. Les conditions du FMI remplacent certaines parties de ce programme et ajoutent des exigences qui n'y étaient pas, notamment celles des taux d'intérêt positifs par rapport à l'inflation et d'une dévaluation rapide du dinar.

Dans cette situation, la question du taux d'inflation devient centrale. Selon le plan actuel du gouvernement, le taux d'inflation va être de 40 % et les taux d'intérêt seront calculés en conséquence. Une telle montée de l'inflation ajoutera 800 milliards de dinars au fardeau de l'endettement déjà supporté par l'industrie et signifiera que ses dépenses vont dépasser ses fonds d'accumulation. Les pertes aggravées de l'industrie augmenteront la pression sur les prix à un tel point que des économistes yougoslaves et étrangers dignes de confiance prédisent un taux de 100 % d'inflation pour cette année. Dans cette éventualité, la stratégie économique du gouvernement s'effondrerait, car il serait obligé de transgresser alors le principe fondamental de son accord avec le FMI, c'est-à-dire le maintien de taux d'intérêt positifs. En réalité, personne au gouvernement ni à la direction du parti ne sait ce qui va se passer si le taux d'inflation dépasse 50 %. Ce taux ne sera pas connu avant l'automne, mais il y a déjà certaines indications qui laissent à penser qu'il pourrait dépasser ce chiffre. Dans ce cas, la Yougoslavie, comme la Pologne avant elle, se trouverait en « terre inconnue ». Déjà la presse évoque la possibilité que le gouvernement ait recours au paragraphe 267 de la Constitution, qui permet la mise en suspension de l'autogestion et donne les pleins pouvoirs aux neuf membres de la présidence collégiale du pays.

Dans les faits, bien sûr, l'autogestion, après avoir été étouffée pendant une longue période par le cancer du bureaucratisme, a déjà été effectivement supprimée. Une analyse sérieuse des circonstances de sa remise en cause ferait remarquer que le coup de grâce est venu non pas de l'Est, mais de l'Ouest. Mais l'autogestion n'est

pas la seule victime de la crise actuelle. La mainmise qu'exerce maintenant le FMI sur l'économie yougoslave avait besoin d'un pivot et l'a trouvé dans les pouvoirs renforcés de l'Etat fédéral, à la fois sur les centres de décision des républiques et des provinces et sur les leviers principaux de l'économie. Et, au fur et à mesure que le gouvernement de Belgrade devient l'arbitre principal qui décide quelles régions vont prospérer et quelles vont couler, l'intolérance nationale revient sur le devant de la scène.

On peut lire, dans un dossier sur la Yougoslavie publié le 18 juin 1984 par le *Financial Times* de Londres, et remarquable par ailleurs pour la nature vicieuse de ses attaques contre les acquis socialistes des travailleurs de ce pays, que « la crise économique yougoslave, qui dure depuis maintenant quatre ou cinq ans, commence à entraîner des changements dans le système politique ». Qui plus est, l'indépendance nationale de la Yougoslavie, qui a toujours constitué un élément important de sa stabilité interne, commence à subir, elle aussi, les effets de cette crise. Sa politique de non-alignement ressemble de plus à un respect de la division en sphères d'influence issue des accords de Yalta. L'année dernière, la Yougoslavie a plus exporté en direction des pays du Comecon que vers les pays occidentaux. Mais comme l'ont souligné le *Times* du 16 juin 1984 et le dossier du *Financial Times* déjà cité, l'acceptation par le pays des principes économiques capitalistes, notamment le recours exclusif aux mécanismes monétaires, est perçu comme la preuve que « l'Occident prend de l'avance, idéologiquement », sur l'Union soviétique. En plus, cette année, la Yougoslavie a accepté de réduire le volume de son commerce de troc avec le Comecon pour augmenter ses échanges avec les pays occidentaux. Les accords en cours avec le FMI et la Banque mondiale font apparaître l'engagement de la Yougoslavie de libéraliser les contrôles qui s'appliquent toujours à plus de 80 % de ses importations, de relâcher les conditions sous lesquelles le capital étranger peut investir dans le pays et de lui ouvrir pour la première fois le secteur des services, moyennant quoi les banques occidentales vont patienter pour leurs remboursements (4).

LES TRAVAILLEURS VONT PAYER LES FRAIS

Néanmoins, il est évident que c'est la classe ouvrière yougoslave qui va payer la note des prêts étrangers contractés par la direction de la LCY yougoslave au cours de ces deux dernières décades. En examinant les effets économiques de la crise actuelle sur la classe ouvrière, nous trouvons que le plus visible en est la baisse de son pouvoir d'achat, qui est de l'ordre de 30 % pour les trois dernières années et qui continue à baisser. Une partie des revenus qui devait permettre d'augmenter les salaires a été dépensée pour maintenir le niveau de la production.

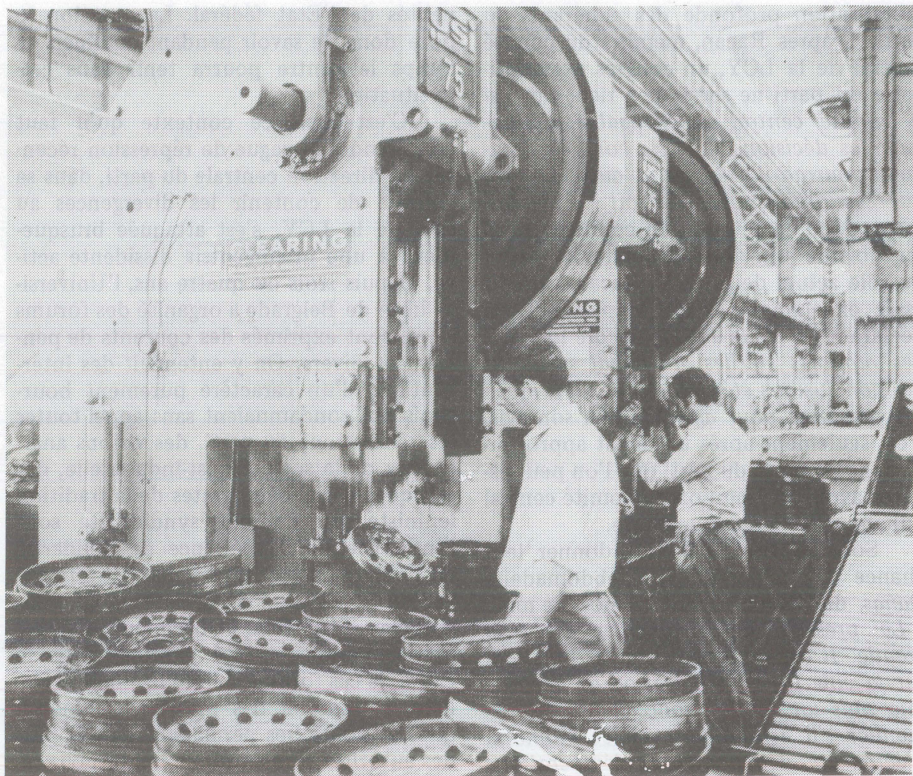
Un contrôle strict des salaires a été renforcé l'année dernière par un décret du

gouvernement, qui liait la croissance des revenus personnels à celle des revenus nets des entreprises. Cette mesure, qui s'attaque de façon flagrante aux principes de l'autogestion, a été jugée anticonstitutionnelle par la Cour constitutionnelle, mais le gouvernement a tout simplement passé outre ce jugement ! La conséquence en a été une baisse de 12,7 % des salaires réels des travailleurs employés par le secteur social. C'est là le seul objectif du plan économique de l'année dernière qui ait été atteint. Toutes les prédictions sur le taux d'inflation, les exportations et la croissance industrielle se sont déjà révélées radicalement fausses. D'autres réductions de salaires sont envisagées pour cette année. Conformément aux exigences du FMI, il y aura des réductions supplémentaires des salaires des travailleurs des entreprises déficitaires et de celles qui ne sont pas capables d'assumer le poids de leurs impôts et du remboursement des intérêts sur leurs emprunts bancaires.

Quelques exemples suffiront à illustrer les conséquences de ces mesures. Entre 50 % et 60 % des travailleurs employés par les communes de Zagreb et de Belgrade, les deux villes les plus importantes de Yougoslavie, c'est-à-dire environ 200 000 travailleurs, vont subir des réductions de salaire directes. A Titograd, capitale du Monténégro, 7 500 employés des entreprises déficitaires vont subir le même sort. Un des secteurs les plus touchés sera l'usine qui fabrique des machines pour l'industrie du bâtiment et qui se trouve déficitaire à cause du grand écart entre le coût des fournitures industrielles et le prix des produits finis. A l'origine, la responsabilité pour ce problème se trouve dans la politique des prix du gouvernement et non pas dans l'usine elle-même. Comme l'a expliqué un syndicaliste au cours d'une réunion du conseil fédéral de son syndicat, la première question que posent les travailleurs, quand on va leur expliquer la nécessité des sacrifices, est la suivante : « Quand avez-vous reçu votre dernier salaire et quel en était le montant ? »

D'après une étude syndicale, 70 % des salaires de la catégorie la moins payée des travailleurs sont dépensés pour la nourriture. Pour la catégorie moyenne, la proportion correspondante est de 46 %. Est-ce vraiment possible de réduire davantage leur niveau de vie ? Des articles de presse récents annoncent des augmentations des loyers et des charges pour les services municipaux d'entre 30 % et 90 %.

4. La baisse de la valeur du dinar a rendu la force de travail yougoslave très bon marché. Cela a encouragé, par exemple, le développement d'une forme moderne de l'économie de travail à domicile de la part de l'Autriche, de l'Italie et de l'Allemagne de l'Ouest. Des hommes d'affaires étrangers apportent du matériel, des machines et même des contrôleurs, et s'en retournent avec les produits finis. Utilisée occasionnellement par le passé comme mesure d'extrême nécessité, dans l'industrie textile, cette pratique est aujourd'hui beaucoup plus courante et a pénétré dans d'autres branches industrielles. Elle a été attaquée par la presse yougoslave avec un langage rappelant les écrits du PCY d'avant-guerre. Voir *Start* du 8 octobre 1983.



Travailleurs yougoslaves. (DR)

Mais le gouvernement ne fait rien pour protéger les travailleurs les plus défavorisés. L'accord de l'année dernière, à la Chambre des républiques et des provinces, pour protéger le niveau de vie de ces couches n'était qu'un chiffon de papier, puisqu'aucune source de financement pour ce projet n'a jamais été précisée. C'est la consommation à la fois individuelle et sociale qui est visée, et davantage de réductions des dépenses sociales sont prévues.

La presse yougoslave cite des « experts » économiques et politiques qui expliquent que c'est précisément le haut niveau des dépenses sociales qui a constitué l'obstacle principal à une augmentation de la productivité et donc à une compétitivité saine des exportations yougoslaves. Il y a même des propositions pour la privatisation complète des secteurs liés à la consommation, qui ont été dénoncées par un journal comme « une idée monstrueuse née de la marée d'idéologies économiques conservatrices qui vient de l'Occident ». Jakov Sirotkovic, membre du comité central de la LCY, s'est attaqué dans la presse au monétarisme du gouvernement dans les termes suivants : « Des concepts empruntés à la théorie économique bourgeoise, qui voient le profit comme principe de base gouvernant le mouvement de l'économie, les taux d'intérêts comme régulateurs de la reproduction élargie, et le marché du travail comme critère rationnel, du point de vue économique, de la consommation, sont de nouveau en train d'être popularisés. (5) »

Mitja Ribicic, membre de la direction centrale du parti, a répondu que les critiques du monétarisme n'ont pas proposé une meilleure solution qui serait plus « acceptable ». C'est justement la question de ce qui est « acceptable » qui constitue la clé du débat actuel. Un jeune éco-

nomiste de Zagreb a récemment posé carrément le problème, en écrivant : « Il est vrai que les travailleurs n'ont pas mangé les fonds d'accumulation ; mais ils seront obligés quand même de payer la note pour tous les mauvais investissements qu'ont représenté les emprunts à l'étranger. Il faut que quelqu'un paie, et cela doit être l'industrie. (...) L'idée que les problèmes de l'industrie peuvent être résolus par la redistribution du capital déposé dans les banques est absurde. Car il n'y a pas là de capital du tout, il y a seulement des dettes massives qui ne sont cachées que grâce à des manipulations des livres de compte. (6) »

LA LCY EN CRISE, LE CENTRE VA-T-IL TENIR ?

Comme nous l'avons noté plus haut, le Programme à long terme a été concocté pour le XIIe congrès du parti, au moment où la direction avait besoin de répondre aux inquiétudes de l'opinion par rapport à la situation économique. Après avoir été adopté par le Parti, il fut voté par l'Assemblée fédérale et pris comme cadre principal de la politique économique du gouvernement. Mais sous l'impact d'une crise économique et sociale de plus en plus profonde, des divergences marquées sont apparues au sein de la direction de la LCY sur les conceptions qui étayaient ce programme, sur son objectif et son orientation générale. Ce conflit touche à la définition d'une économie socialiste et donc à la nature même du socialisme.

La moitié des douze réunions du comité central qui se sont tenues depuis le XIIe congrès de la LCY ont été entièrement consacrées aux questions économi-

ques, sans aboutir à une base de travail commune. Ces réunions sont devenues, au contraire, une série de monologues préparés plusieurs semaines à l'avance. Une large division est apparue entre, d'un côté, les partisans du système de marché et des conditions du FMI et, de l'autre, ceux qui sont favorables à une réponse qui se fonde sur un consensus social et une plus grande indépendance. Cette division est loin d'être nette. Beaucoup de ceux qui soutiennent le Programme à long terme parce qu'ils craignent que toute autre alternative ne conduise à une répression accrue, n'apprécient pas, et pas tous exactement pour les mêmes raisons, le renforcement du pouvoir central qui a accompagné l'adoption d'une politique monétariste. Ceux qui, dans la gauche du parti, sont préoccupés par les conséquences de la politique économique actuelle sur le niveau de vie des travailleurs et la situation générale de la classe ouvrière et voudraient une économie davantage centralisée, ne désirent pas pour autant s'aligner sur les éléments de la « droite bureaucratique » qui réclament, eux, un retour à la situation d'avant la réforme économique de 1965, avec la tendance à assimiler au stalinisme tout retour à une planification centralisée. Par exemple, Alexandre Grlickov, éminent membre « libéral » du comité central, a exprimé son inquiétude devant le fait qu'il n'y ait pas eu l'élaboration d'une politique « autogestionnaire » pour sortir de la crise. Son collègue Sirotkovic s'est exprimé récemment dans les termes suivants : « Jamais auparavant les vulgaires apologistes de l'économie du socialisme d'Etat, du capitalisme d'Etat, n'ont essayé avec une telle agressivité et un tel abus de leur position d'imposer leurs idées à la société. » Dragislav Markovic, le dirigeant actuel du parti, se plaignant du manque d'unité au sein du comité central de la LCY, a récemment déclaré : « Il semble que, sous la pression, nous ayons adopté une attitude qui consiste à attendre pour gagner du temps. Nous sommes à nouveau en 1965, quand, influencés par la démagogie sociale et une phraséologie de gauche, nous avons en réalité capitulé. Aujourd'hui, nous n'avons pas d'alternative. »

La presse yougoslave a enregistré la division de la LCY et a réagi en conséquence. En fait, depuis la percée de 1981, cette presse est devenue dans plus d'un cas un digne successeur de la revue interdite *Praxis*. Il est vrai que la plupart des idées alternatives qui sont publiées ont une influence limitée. Néanmoins, il y a une volonté remarquable de la part de cette presse de mener un débat autour des problèmes et des solutions à la crise actuelle. « Le fait que nos "créanciers" aient réussi à nous obliger à regarder en face la dure réalité a eu comme conséquence que nous nous sommes posés des questions fondamentales. Et une fois

5. Danas, Zagreb, 2 avril 1984.
6. Ibid.

commencé, ce processus n'a pas pu être arrêté. On dit maintenant haut et fort ce qui auparavant n'était que chuchoté. (...) Jusqu'ici, toute initiative de changement est venue de la direction. Mais maintenant, elle n'est plus la seule à s'en occuper », peut-on lire dans *Start* du 7 avril 1984.

Sous des pressions venant de la base de la société, mais aussi de l'intérieur du parti, la presse a ouvert un large débat autour des thèmes principaux de la vie économique et politique du pays. Elle a fait connaître au grand public le fait que les divisions au sein du parti ont créé une situation où le gouvernement est incapable d'agir, sauf de façon ponctuelle, et a abordé la question de la démocratisation des institutions de l'Etat, « découvrant » par la suite un large soutien populaire pour des élections directes à tous les organismes d'Etat, avec des candidatures multiples, par opposition au système actuel indirect et laborieux.

Devant l'impuissance évidente de l'exécutif fédéral et l'incertitude qui règne sur les conséquences du déblocage des prix, prévu pour la fin juin, des signes d'inquiétude apparaissent. Il n'y a, dans la direction de la LCY, aucune analyse, aucune prévision digne de foi quant au type de secousse sociale qui risque de se produire, ni un programme pour surmonter de telles secousses quand elles arriveront. En effet, les hésitations du parti yougoslave contrastent avec la résolution du FMI. « Des ministres fédéraux admettent en privé que le FMI leur a fourni un soutien qu'ils n'avaient pas reçu auparavant de la part d'autres institutions du pays », affirme l'article du *Financial Times* déjà cité.

L'état de santé de la LCY est maintenant l'objet d'un examen rigoureux et sans précédent. Et ce n'est pas seulement parce qu'il a été démontré que la LCY ne s'est pas montrée plus capable de prévoir l'évolution des événements que le citoyen yougoslave moyen lui-même. Le résultat de cette situation a été de voir la direction yougoslave tomber dans l'embuscade dressée par la crise, au lieu du contraire. Ceci est aussi lié aux divisions du parti. Quel niveau de divergences peut être toléré sans qu'il y ait une tentative de les surmonter ? Est-ce que ces divergences sont vraiment fondamentales ou bien le parti n'est-il divisé que sur la meilleure façon d'appliquer son programme ? Est-ce possible de surmonter les divergences ? Quel est le rôle spécifique du parti qui le différencie d'un simple soutien d'appoint à la régulation chaotique et administrative de l'économie ? Voilà quelques-unes des questions posées à la LCY.

Des demandes pour la tenue d'un congrès extraordinaire du parti se font jour. « Aujourd'hui, les forums du parti sont occupés à organiser leurs propres discussions et à se soumettre leurs propres rapports. Personne ne parle de la situation de la classe ouvrière, du chômage, etc., comme des critères pour juger de l'efficacité du parti », tels sont le genre de propos que l'on peut trouver un peu partout dans la presse yougoslave, reflet de la dé-

moralisation profonde des adhérents du parti. D'après Racan, membre du comité central de la LCY, un congrès extraordinaire du parti ne servirait à rien, car « si le comité central est incapable d'appliquer les décisions du XIIe congrès, comment pourrait-il préparer un autre congrès qui résoudrait quoi que ce soit ? » S'exprimant avant la réunion du comité central du mois de juin dernier, qui devait traiter du rôle actuel de la LCY, Racan a prédit assez exactement ce qui se passerait, en déclarant : « Nous aurons encore une fois des rapports stériles, un débat stérile et des conclusions stériles, qui ne vont motiver personne pour agir. (7) » A son avis, c'est seulement après un débat approfondi dans les rangs du parti que l'on peut espérer avoir une réunion du comité central qui aboutisse à quelque chose.

Sous le titre « Il faut donner leur chance aux adhérents », l'hebdomadaire *Danas*, de Zagreb, a écrit au mois de mai : « La pression des problèmes est trop grande. Il est impossible d'aller plus loin sur la voie de la stabilisation de l'économie sans un débat public. Il faut se demander s'il est prudent, en ce moment, d'éviter un débat large et démocratique sur la situation de la LCY. » Commentant l'avis de Franc Setine, le dirigeant du parti en Slovénie suivant lequel le parti devrait se tourner vers les masses, l'hebdomadaire réaffirmait : « Si, parmi les dirigeants les plus responsables de ce pays, il n'y a aucune unité sur le programme (pour sortir de la crise), qu'est-ce que cette direction va proposer à la base ? Comment gagner les masses, les motiver pour porter le fardeau ? L'apparition d'un fonctionnaire ne remplace pas un programme d'action. »

Pourtant, malgré la clameur pour un débat ouvert et public, le dirigeant du parti Dragoslav Markovic n'en voit pas la nécessité. Au lieu de cela, il propose une « discussion scientifico-professionnelle ». « Quels doivent être les thèmes d'un débat, que cela soit public ou dans les rangs du parti ? Le problème n'est pas que nous n'ayons pas de réponses à la crise économique, mais que nous n'avons pas la force de les appliquer », affirmait-il. En effet, Markovic s'inquiétait qu'« une action sociale mal réfléchie et précipitée puisse aggraver les grandes difficultés qui sont devant nous. Des calamités, sociales et autres, pourraient alors nous obliger à faire machine arrière » (8). Autrement dit, la direction de la LCY, tandis qu'elle préside une première étape de la transformation profonde de la Yougoslavie, pour la rendre plus acceptable à ses créanciers capitalistes, ne veut pas se justifier devant le pays. Ce parti a eu l'habitude de gouverner en s'appuyant sur un soutien populaire important. Aujourd'hui, il sait qu'un tel soutien lui échappe. Coincé entre le FMI et la classe ouvrière, entre un opportunisme primaire et ses liens historiques avec cette classe, la LCY est paralysée. En plus, comme conséquence de cette contradiction fondamentale et inéluctable, elle se divise en plusieurs courants différents et opposés qui traversent les frontières des différentes natio-

nalités de l'Etat fédéral. La question se pose donc de savoir pendant combien de temps le centre pourra tenir dans cette situation.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la vague de répression récente. La direction centrale du parti, dans sa volonté de contenir les divergences au sein de la LCY, s'est attaquée brusquement à une intelligentsia dissidente active. Depuis trois ou quatre ans, l'Université libre de Belgrade a organisé des forums où se sont exprimés des courants de pensée très divers. On y entendait des interventions d'un caractère purement bourgeois qui condamnaient sans appel toutes les réalisations du parti, des visions anarchistes de la société post-industrielle, des critiques social-démocrates de la tradition léniniste, un courant syndicaliste sous l'influence de l'expérience de Solidarité en Pologne, des critiques marxistes incisives de la situation du socialisme en Yougoslavie. Tout cela, et beaucoup d'autres préoccupations, a été exprimé dans le cadre de ces forums. L'intelligentsia socialiste, soumise à des pressions économiques et politiques permanentes de la part des autorités, a mis tout ce temps pour retrouver l'élan qui fut le sien à la fin des années 1960. La montée du mouvement ouvrier en Pologne y a été pour beaucoup. Les tensions sociales engendrées par la crise économique de plus en plus grave, et l'immobilisme de la LCY face à cette crise, ont renforcé davantage l'engagement croissant de cette intelligentsia face à la situation actuelle et aux perspectives de la classe ouvrière yougoslave.

Les expériences dans d'autres pays d'Europe de l'Est, aussi bien que l'histoire de la Yougoslavie depuis la Deuxième Guerre mondiale, démontrent que les problèmes économiques et politiques sont étroitement liés : il n'existe pas de solution à la crise économique actuelle en Yougoslavie sans un net tournant à gauche de sa politique. Le rôle de catalyseur dans ce processus sera forcément joué par l'intelligentsia critique, aussi bien en dehors qu'au sein de la LCY. Ces deux composantes ne doivent et ne peuvent pas être dissociés. La répression contre l'intelligentsia de Belgrade représente un avertissement pour l'aile gauche du parti, et il y en a eu d'autres (9). La bataille en Yougoslavie, aujourd'hui, pour maintenir et étendre la liberté de parole, d'expression écrite et de rassemblement, ne concerne donc pas seulement les cercles intellectuels restreints. Elle est d'une importance vitale pour l'avenir socialiste du pays lui-même. ■

Michèle LEE,
Labour Focus on Eastern Europe,
volume 17, numéro 2,
Londres, été 1984.

7. Ibid.

8. *Nin*, 27 mai 1984.

9. Cf. les rapports sur la réunion de la commission idéologique du parti croate à Zagreb le 23 mai, et la réponse de son homologue serbe dans *Nin* du 10 juin 1984.

La course est ouverte pour l'élection présidentielle indirecte



S I la question de savoir qui succédera au général Joao Figueiredo comme président de la République, lors des élections présidentielles indirectes du 15 janvier 1985, reste toujours ouverte, ces dernières semaines ont néanmoins apporté quelques éclaircissements sur la nature de la transition entre la dictature actuelle et la démocratie bourgeoise qui doit la remplacer, sous une forme ou sous une autre (1). Bien que le mouvement de masse en faveur des élections présidentielles directes et immédiates n'ait pas réussi à faire adopter par le Parlement une loi allant dans ce sens, et bien qu'il se soit par la suite effondré, il a au moins permis de barrer la route à une simple perpétuation de la dictature et facilité une avancée qualitative du processus de libéralisation entamé depuis déjà longtemps (2).

Le Parti démocratique social (PDS), la formation des militaires, s'est scindé en deux, et l'état-major de l'armée n'agit plus comme une force unifiée. Une réaction de la part des

Jakob STUDER

Le 27 juin dernier, une deuxième tentative de faire adopter par le Parlement une loi permettant l'organisation d'élections présidentielles directes et immédiates a échoué. Le Président Figueiredo a tout simplement rejeté un amendement de l'opposition à sa proposition d'élections directes en 1988, qui visait à en rapprocher la date (3). Comme en Espagne après la mort de Franco, il n'y a donc pas, dans le processus de transition en cours, de rupture nette avec la dictature. Toutefois, compte tenu des énormes mobilisations de masse qui se sont produites dans le cadre de ce processus, un tel développement ne peut pas être totalement exclu. La situation est toujours favorable aux développements des luttes populaires.

LA COURSE AUX PRÉSIDENTIELLES INDIRECTES

Quelques questions restées en suspens depuis le 25 avril 1984, et qui créaient une certaine confusion, ont été réglées au milieu du mois d'août. D'un côté, le principal parti d'opposition, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), a finalement renoncé ouvertement à sa position en faveur des élections présidentielles directes et immédiates. Son congrès des 11 et 12 août a en effet désigné Tancredo Neves, gouverneur de l'Etat du Minas Gerais, comme candidat aux élections présidentielles indirectes organisées par le collège électoral en 1985. En même temps, le congrès du parti gouvernemental, le PDS, a désigné comme candidat Paulo Maluf, ancien gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, bien connu pour sa corruption. Il a été choisi par 60 % des

militaires, un nouveau coup d'Etat par exemple, semble tout à fait improbable pour toute une période, même si une telle éventualité ne peut pas totalement être exclue dans un pays latino-américain.

Depuis le début de cette période d'ouverture démocratique, les forces politiques capitalistes se sont positionnées par rapport aux diverses possibilités de contrôler ou de gérer la crise économique et sociale du régime. L'objectif, à cette fin, est donc d'empêcher la radicalisation du mécontentement des travailleurs et des masses populaires. Et parce qu'il manque encore au mouvement populaire une direction révolutionnaire et que les partis ouvriers se montrent incapables d'impulser et de centraliser les luttes de masse qui éciaient un peu partout dans le pays, y compris à la campagne, et de mettre en avant leur solution politique à la crise, c'est la droite qui, de plus en plus, met en application sa propre conception de la transition.

délégues, les autre 40 % votant pour Andreazza, ministre de l'Intérieur, qui est un peu moins compromis que Maluf. Ces deux candidats s'affronteront au collège électoral, le 15 janvier 1985, les procédures pour le déroulement du scrutin étant encore à discuter prochainement.

Tancredo Neves représente clairement des intérêts bourgeois. Ayant été ministre de la Justice sous la présidence de Getulio Vargas entre 1950 et 1954 et membre du gouvernement de Joao Goulart avant le coup d'Etat militaire de 1964, il est moins compromis avec les militaires. Cependant, il n'a pas non plus coupé tous les ponts avec eux. Ainsi, n'a-t-il pas hésité à saluer les « acquis » du régime militaire depuis le coup de 1964 et à louer le « sens des responsabilités démocratiques » de Figueiredo. En tant que gouverneur de l'Etat du Minas, il a aussi suivi une politique conséquente avec cette position. Par exemple, il a utilisé à plusieurs reprises la police contre des manifestants, même contre ceux qui manifestaient pour des élections directes, revendication qu'il soutenait par ailleurs lui-même à l'époque, bien qu'uniquement comme un moyen de créer une ouverture pour sa propre candidature à l'élection présidentielle.

Le choix de Tancredo Neves comme candidat du PMDB allait de pair avec la

prise de distance de ce parti par rapport aux autres formations de gauche, processus qui s'est accompagné de reculs successifs de la gauche au sein même du parti. Après avoir été présenté au départ comme « candidat unitaire de tous les partis d'opposition » pour les élections présidentielles directes, Tancredo est aujourd'hui le candidat du centre-droit pour les élections indirectes. Cela a été rendu possible par l'apparition puis la scission d'une aile « libérale » au sein du PDS, qui s'est jointe à l'opposition soutenant la revendication des élections directes. Après quelques manœuvres, y compris une vaine tentative de gagner le soutien du président Figueiredo, le dirigeant de cette aile, le vice-président en exercice Aureliano Chaves, a opté pour un pacte avec le PMDB et avec Tancredo Neves. Cela signifiait l'abandon de la perspective de sa propre candidature aux élections présidentielles de 1985, tout en conservant des chances intactes pour se présenter à une date ultérieure. En même temps, il y a toujours des tentatives pour transformer cette aile « libérale » du PDS en parti politique indépendant. On ne sait pas encore clairement si ce courant va se joindre aux secteurs de droite du PMDB pour former un nouveau grand parti plus au centre de l'échiquier politique.

Ce pacte entre le PMDB et les scis-

1. L'élection présidentielle indirecte du mois de janvier 1985 correspondra à la désignation du futur président de la République par un collège électoral dont la composition a été tellement manipulée par le pouvoir qu'elle garantit d'avance le choix du candidat bourgeois ayant l'aval des militaires.

2. Cf. *Inprecor* numéro 175 du 11 juin 1984.

3. Le Parlement a repoussé, le 25 avril 1984, une proposition de l'opposition de modifier la Constitution par un amendement de-

vant permettre l'organisation d'élections présidentielles directes et immédiates au suffrage universel. Deux mois plus tard, l'opposition proposait un nouvel amendement au projet gouvernemental d'une élection directe pour l'année 1988, et visant à en avancer la date au mois de novembre 1984. Au dernier moment, inquiet de ne pas obtenir une majorité parlementaire autour de sa formule initiale, le président Figueiredo retira son projet. Cette opération se répéta aussi suivant le même scénario au mois d'août 1984.

sionnistes du PDS a pris la forme d'une alliance électorale dénommée Alliance démocratique. Le colistier de Tancredo Neves n'est autre que Sarney, président du PDS jusqu'en juin dernier et l'un des piliers de la dictature. Bien sûr, cette nomination a provoqué une certaine opposition à l'intérieur du PMDB de la part du regroupement « Elections directes uniquement » à l'intérieur du PMDB, qui constitue un courant gauche indépendant fidèle à la revendication des élections directes. Mais cette opposition ne s'est finalement reflétée au congrès du PMDB que par un nombre assez faible d'absentions. L'autre courant de gauche, présent au sein du PMDB, constitué par les stalinien du Parti communiste brésilien (PCB), du Parti communiste du Brésil (PC do B) pro-albanais, et du MR-8, a totalement capitulé, clamant même, au cours du congrès du PMDB : « Hey ! Hey ! Tancredo et Sarney ! » Cela n'a pas empêché la police militaire, peu après le déroulement du congrès, d'arracher la banderole de ce courant politique au premier rassemblement de soutien à l'équipe Tancredo et Sarney, à Belo Horizonte, capitale de l'Etat gouverné par Tancredo, et de blesser un dirigeant du PC do B.

DEUX PROGRAMMES BOURGEOIS EN LICE POUR ASSURER LA TRANSITION

Il va de soi que le programme électoral de l'Alliance démocratique est vague et ne l'engage à rien. Sur presque toutes les questions clés qui touchent à la rupture avec l'héritage de la dictature, aucune réforme radicale n'est proposée : pas de moratoire sur le remboursement de la dette au FMI, mais seulement de nouvelles négociations, pas de réforme agraire, et aucune garantie de la satisfaction des principales revendications des travailleurs concernant la création d'emplois, l'introduction d'un système d'assurance-chômage et l'indexation des salaires sur les prix. De même, il n'y a pas un mot dans ce programme sur l'abrogation de la Loi de sécurité, véritable charte répressive de la dictature. Des élections directes à tous les niveaux sont promises, mais aucun calendrier précis n'est fixé (4). Le programme prévoit aussi la convocation d'une Assemblée constituante, mais Tancredo Neves parle seulement de la possibilité d'accorder des « pouvoirs constitutants » à l'actuel Parlement.

Ce n'est donc pas au niveau programmatique que le PMDB se différencie de la candidature de Paulo Maluf. Ce dernier, représentant de l'extrême-droite, sait très bien que son seul espoir aujourd'hui est de se présenter comme étant attentif aux questions démocratiques et sociales. Pour l'essentiel, il n'en promet pas moins que son rival, et il se vante même de pouvoir éliminer le chômage dans les trente premiers jours de son mandat présidentiel. La singularité de ces deux listes se trouve donc plutôt dans les forces sociales différentes qui les soutiennent.

Paulo Maluf représente la vieille oligarchie liée à la dictature, et dont la crédibilité auprès des masses populaires est épuisée. Tancredo Neves, de l'autre côté, représente la bourgeoisie oppositionnelle et cherche d'ailleurs le soutien des couches moyennes, des mouvements de masse et des syndicats, afin de construire une assise sociale plus large pour le capitalisme brésilien. Dans ce sens, c'est Maluf qui représente la continuité du régime, bien que dans la période actuelle les partisans de la dictature n'aient pas de projets fascistes avoués. Tancredo est le candidat de la transition, d'une transition qui n'implique pas une rupture avec la dictature et son appareil d'Etat, mais qui s'oriente plutôt vers une « réconciliation nationale ». Il ne fait pas de doute que des secteurs importants du capital bancaire et industriel appuient aujourd'hui ce projet de réconciliation nationale, dans le but d'obtenir un maximum de stabilité sociale en échange d'un minimum de concessions et de réformes. Quelqu'un d'aussi détesté que Maluf ne représente pas le type de personnalité dont ces courants bourgeois ont besoin pour réaliser un tel projet. Les sondages ne lui accordent d'ailleurs qu'entre 10 % et 15 % des suffrages, contre 40 % à 50 % pour Tancredo. En effet, même Figueiredo et les secteurs « modernistes » de l'état-major militaire n'appuient que tièdement la candidature de Paulo Maluf.

Néanmoins, même si le soutien apporté par le courant libéral du PDS semble avoir augmenté les chances de succès de Tancredo, on ne peut pas encore éliminer la possibilité d'une victoire de Maluf. La raison s'en trouve dans la tradition du système politique brésilien, tradition de caciques, de patronage et de corruption, qui a sa propre inertie et qui peut entrer ainsi en conflit avec les intérêts du capital en tant que tel. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne des élections dans le cadre d'un organisme — le collège électoral — créé précisément dans le but de maintenir la continuité de la dictature. De toute façon, le processus traditionnel d'achat des suffrages et d'accords secrets pour la distribution de futurs postes bien rémunérés a commencé et Tancredo Neves est sans aucun doute en train de marchander de la sorte comme les autres.

LA RÉPONSE DU MOUVEMENT OUVRIER

Mais quelle est donc la réponse du mouvement ouvrier et populaire à tout cela ? Nous avons déjà signalé l'attitude des courants stalinien. Quant au Parti démocratique du travail (PDT), le parti populiste de Leonel Brizola lié à la social-démocratie internationale, que l'on ne peut caractériser définitivement comme faisant partie du mouvement ouvrier, il a aussi accepté les élections indirectes et votera pour Tancredo si ses voix sont nécessaires pour barrer la route à Maluf. Parce qu'il a ses propres ambitions pour l'avenir, Brizola essaie néanmoins de prendre ses distances avec Tancredo. Il préférerait voir son mandat présidentiel limité à deux ans. Il

est favorable à une présidence de la République provisoire ouvrant la voie à des élections présidentielles directes et à l'élection d'une Assemblée constituante en 1986.

D'une certaine façon, le Parti des travailleurs (PT), et avec lui la Centrale unique des travailleurs (CUT) (5), ont profité de l'évolution à droite de la candidature de Tancredo Neves. En mai et juin 1984, au moment où ce dernier était proposé comme le candidat unitaire de toute l'opposition dans le cadre des élections directes, la direction du PT avait été gagnée à cette opération et s'était prononcée en faveur de cette candidature. Cela n'a pas manqué de provoquer une vive réaction de secteurs importants du PT restés fidèles à la conception de l'indépendance politique de la classe ouvrière. Les mots d'ordre qu'ils mirent alors en avant furent : « Boycottez le collège électoral ! », « Pas de soutien à Tancredo, ni dans les élections indirectes ni dans les élections directes ! », « Présentez un candidat ouvrier sur un programme minimum ! ». Cette dernière revendication faisait essentiellement référence au programme en dix points déjà adopté par le PT, qui exige des réformes sociales et démocratiques majeures. Le virage à droite de la candidature de Tancredo Neves a renforcé la crédibilité de ces positions au sein du PT, et la direction nationale autour de Luis Inácio da Silva « Lula » s'est trouvée obligée de s'y rallier.

Le PT est donc aujourd'hui relativement uni et apparaît comme la seule force qui ne soit pas impliquée dans la trahison des mobilisations de masse pour des élections directes immédiates. Cependant, cela ne signifie pas que le PT va automatiquement relancer la mobilisation ou que la CUT va pouvoir déclencher la grève générale qu'elle a décidée.

Le PT est en nette progression, comme le montre le fait que, pour l'élection du préfet dans la ville portuaire de Santos, son pourcentage des voix est passé de 10 % à 20 %, tant que celui du PDS est tombé à 3 %. Des listes oppositionnelles qui soutiennent la CUT ont également remporté des élections dans certains syndicats qui étaient jusqu'ici dominés par des bureaucrates corrompus, les « pelegos » (6). C'est le cas, par exemple, du syndicat des métallurgistes de Belo Horizonte. Au même moment, l'opposition syndicale à la bureaucratie a failli gagner la grande lutte pour arracher aux « pelegos » la direction du syndicat des métallurgistes de Sao Paulo, véritable bastion des bureaucrates corrompus (cf. article ci-après). Les forces du PT et de la CUT restent néanmoins minoritaires au sein du grand mouvement ouvrier brési-

4. Suite au retrait du projet initial de Figueiredo, le mandat présidentiel de son successeur s'étendrait maintenant jusqu'en 1990.

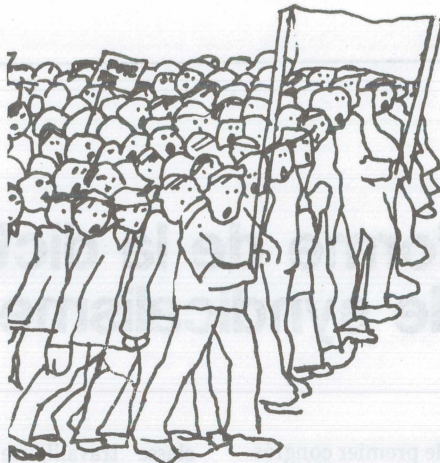
5. Sur le congrès de constitution de la CUT, se reporter à *Inprecor* numéro 158 du 10 octobre 1983.

6. « Pelego » : littéralement « tapis de selle ». Désigne la bureaucratie syndicale jaune directement liée à l'appareil d'Etat.

lien. En plus, les faiblesses politiques de leurs deux directions commencent à se faire sentir. Pendant les mobilisations de masse pour les élections directes par exemple, la direction du PT ne fonctionnait que comme l'aile gauche de l'alliance large de toute l'opposition, sans essayer de construire une véritable alternative à la bourgeoisie libérale au travers de la mise en avant d'un programme ouvrier et d'une politique de front unique fondée sur l'ensemble du mouvement ouvrier et des différents mouvements de masse. Aujourd'hui, elle poursuit ce jeu perdu d'avance et se comporte toujours comme l'aile gauche d'une alliance pour des élections directes immédiates qui n'existe d'ailleurs plus. C'est avec les restes pitoyables de cette alliance — le PDT et le groupe « Elections directes uniquement », du PMDB, qui ont en effet capitulé sur l'essentiel — que le PT essaie, principalement dans l'arène parlementaire, de bloquer l'opération de transition du régime. Il fait obstacle à l'adoption du règlement pour le collège électoral et essaie de forcer un vote sur une nouvelle proposition, la troisième, pour l'introduction des élections directes immédiates. Il risque donc de se trouver isolé et de subir encore une fois la pression pour un vote en faveur de Tancredo Neves s'opposant au « plus grand mal », à savoir la candidature de Maluf, et d'être ainsi à nouveau impliqué dans le jeu du collège électoral.

Les sondages favorables à Tancredo Neves montrent que déjà des millions de personnes qui étaient descendues dans la rue il y a plusieurs mois pour revendiquer des élections directes immédiates ont été, faute d'une alternative, entraînées à soutenir « l'option du moindre mal ». D'un autre côté, jusqu'à 25 % des personnes interrogées ne veulent voter ni pour Tancredo ni pour Maluf. Tancredo Neves et son Alliance démocratique hésitent à organiser des rassemblements de rue, et avec quelque raison. A Belo Horizonte, un tel rassemblement n'a réuni que 7 000 personnes, mais un détachement de police a quand même été mobilisé par peur des forces radicales qui auraient pu s'y exprimer.

La direction de la CUT n'a pas non plus su profiter de l'opportunité de mettre le mouvement ouvrier à la tête de la bataille pour la démocratie. Avant le vote au Parlement du 25 avril 1984, elle ne s'était guère manifestée dans la campagne pour les élections directes, mais, ensuite, elle décida d'appeler à une grève générale pour imposer cette revendication. Elle a beaucoup discuté de cette question délicate, mais n'a jusqu'ici entrepris aucune préparation systématique et pratique pour une telle action. En particulier, la CUT n'a pas été capable d'établir des liens entre la vague de luttes ouvrières dans les villes et les campagnes, qui se sont développées grâce à l'ouverture créée par les mobilisations de masse et qui continue toujours. Elle n'a pas centralisé ces luttes ni intégré à la confrontation avec la dictature les revendications économiques qu'elles ont mises en avant. La CUT a aussi trop attendu de l'unité d'action avec le Congrès de la classe travailleur-



se (CONCLAT), le regroupement syndical dirigé par des « pelegos » et des réformistes, qui est maintenant, bien sûr, totalement engagé derrière le projet de réconciliation nationale de Tancredo.

LE CONGRES DE LA CUT

Dans cette situation, la CUT a tenu son premier congrès national régulier à Sao Bernardo do Campo, dans la zone industrielle de l'ABC de la banlieue de Sao Paulo, un an après sa création, du 24 au 26 août. Les 5 200 délégués présents, représentant directement trois fois plus de travailleurs et indirectement 11,5 millions de travailleurs, dont 3,2 millions appartiennent aux syndicats traditionnels, ont montré, malgré la pluie et le froid, que la CUT réunit les forces vives et combatives du mouvement ouvrier brésilien. Ce congrès a en fait démontré que la CUT représente une force croissante qui peut enfin espérer en finir avec le syndicalisme contrôlé par l'appareil d'Etat et briser le pouvoir des « pelegos ». Un rôle spécial a été joué par les délégations des travailleurs agricoles, dont certains sont venus des Etats les plus lointains du pays. La CUT est devenue, lors de cette rencontre, un peu plus consciente encore de l'importance de ces forces.

Les discussions ont été très ouvertes et souvent les délégués n'ont pas hésité à exprimer des critiques acerbes. Mais cela ne veut pas dire pour autant que tout va bien. En effet, l'exécutif de la CUT a fait une telle autocritique que, normalement, il aurait dû soumettre sa démission devant le congrès. Il a pourtant été réélu presque sans modification de sa composition, parce qu'il n'y avait pas d'alternative et que le niveau de conscience de la base syndicale n'est pas encore très développé.

Et, à cause du manque de temps, un bilan critique a été renvoyé à la discussion de la direction nouvellement élue. La volonté de cette direction de bloquer l'avancée des organisations révolutionnaires a aussi été tout à fait claire lors de ce congrès.

Les débats, et surtout les décisions du congrès, ont reflété et confirmé les tergiversations de la CUT devant la situation actuelle. Beaucoup de résolutions ont été adoptées, dont certaines se contredisaient, sans qu'aucune priorité n'ait été véritablement établie. Mais ce congrès devrait donner néanmoins une nouvelle impulsion à la construction de la CUT, qui compte déjà dix structures au niveau des Etats et trente au niveau des régions. Parmi les points positifs, il faut noter l'attention qui a été portée à la question agraire et l'importance du programme de réforme agraire radicale qui a été adopté par ce congrès (7). Ce dernier a aussi décidé de boycotter le collège électoral et de relancer la campagne pour des élections directes immédiates, avec la préparation d'une marche sur Brasilia. La décision d'appeler à une grève générale a été réaffirmée. Elle est censée avoir lieu avant les élections présidentielles du 15 janvier 1985, mais aucun projet concret pour la préparer n'a cependant été présenté. Le congrès a aussi adopté un programme minimum pour unifier et politiser les luttes économiques, comportant des revendications d'augmentation des salaires indexée sur les prix trois fois par an, d'allocations-chômage, de la semaine de 40 heures et d'une rupture avec le FMI.

Mais les mots d'ordre d'une Assemblée constituante et d'un gouvernement des travailleurs ont été explicitement rejetés, tandis que les statuts de la CUT n'ont pas été modifiés, alors que cela aurait dû permettre de faciliter la construction de la centrale à la base des syndicats dominés par les « pelegos ». Seuls des syndicats entiers, des associations et des organismes de type syndical peuvent s'affilier à la CUT, mais dans les syndicats « pelegos », la formation de regroupements de base (noyaux) sera encouragée. La décision d'organiser un congrès de la CUT tous les deux ans, avec réélection de la direction (alors que la direction avait proposé tous les trois ans) a aussi été adoptée, tandis que la centrale brésilienne a appelé à la préparation d'une conférence des confédérations syndicales latino-américaines. ■

Jakob STUDER,
Sao Paulo, 27 août 1984.

7. L'éditorial de l'hebdomadaire *Em Tempo* résume, dans son édition du 13 septembre dernier les forces et les faiblesses du congrès de la CUT, en écrivant : « Ce fut, sans aucun doute, une manifestation de classe du mouvement ouvrier, de refus de la tutelle politique de la bourgeoisie exprimé dans le rejet véhément des candidatures de Tancredo et Maluf. Que l'assemblée de clôture ait pris place au son de l'Internationale n'est pas un détail — c'est finalement un fait historique, puisque c'est la première fois que cet hymne est chanté depuis 1964 dans une assemblée de travailleurs d'une telle importance —, mais une des nombreuses expressions de cette conscience de classe qu'a il-

lustré ce premier congrès national de la CUT. (...) Mais le congrès n'a pas armé le mouvement ouvrier à trois niveaux importants : au niveau politique, en n'apportant pas un plus grand éclaircissement sur les propositions du mouvement ouvrier pour intervenir de manière conséquente dans la crise de la dictature (refus de l'Assemblée constituante et de la défense d'un gouvernement des travailleurs) ; au niveau organisationnel, en n'ayant pas de proposition claire pour accélérer le processus d'auto-organisation de la classe, ou d'accélération de la construction de la CUT à la base, au niveau de ses luttes ; et en ne dessinant pas un processus clair de préparation de la grève générale. (...) »

L'auto-réforme de la dictature, un défi pour le syndicalisme combatif

ALORS que se déroulait, en août dernier, le premier congrès national de la Centrale unique des travailleurs (CUT), le mouvement syndical brésilien était agité par plusieurs débats importants. Ceux-ci s'articulaient autour des thèmes suivants : comment aborder le problème de la division syndicale, alors que les courants réformistes et le syndicalisme « pelego » se sont regroupés hors de la CUT, dans le Congrès de la

Régis MORAES

En 1973, le régime militaire se trouvait simultanément confronté aux contre-coups des contraintes internationales sur son économie — crise du pétrole, montée des taux d'intérêts —, à l'épineux problème du développement industriel nécessitant une plus grande utilisation de la capacité productive des entreprises et de la force de travail disponible, et à la réalisation du rêve d'assurer une évolution qualitative définitive du Brésil. Ce dernier point se concrétisa, sous l'administration du général Geisel, dans une politique à deux volets. Dans le domaine économique, par l'élaboration d'un projet ambitieux, le 2e Plan national de développement, qui insistait sur la mise en place d'une industrie de substitution des importations au niveau des moyens de production, des produits de consommation courante et de l'énergie, sous le contrôle de l'Etat et des grandes entreprises nationales. Et dans le domaine politique, par l'attente d'une évolution contrôlée du régime, par laquelle la légitimation progressive de la domination bourgeoise aboutirait à la « dynamisation » d'une couche de patrons politiques. S'il est vrai que ces deux perspectives se révélèrent limitées dans leur réalisation, il n'en est pas moins vrai qu'elles eurent quelques effets, comme le « miracle » économique de la période de 1968-1972, qui ont pris à contrepied bon nombre des prévisions de l'extrême-gauche.

La crise du modèle économique de la dictature et de son régime politique n'a en effet pas été suivie de phénomènes de mobilisations de rue aussi importants que l'espérait la gauche et que le craignait la droite. L'auto-réforme de la dictature n'a peut-être pas réussi à accomplir tous les plans définis par ses promoteurs, mais elle n'a certainement pas eu des effets aussi radicalement destructeurs que l'espéraient certains de ses opposants.

Sans prétendre analyser en détail ce processus de la transition contrôlée des années 1970, ce qui ne serait d'ailleurs pas inutile compte tenu de la pauvreté des études marxistes sur cette question, nous nous contenterons uniquement de discu-

ter certains de ses aspects, en rapport avec la politique ouvrière et syndicale des courants de la gauche durant cette période.

LES SYNDICATS ET LA TRANSITION CONTROLÉE

C'est justement dans les années 1973-1974 que les syndicats brésiliens, corporatistes et contrôlés par l'Etat, sortent enfin de leur hibernation. Il ne s'agit pas seulement de l'émergence de centaines d'oppositions syndicales dans les syndicats dirigés par les traditionnels « interventores » (1) ou « pelegos », mais aussi, et cela est symptomatique, de l'apparition de directions non conventionnelles, combattives, essentiellement au sein des syndicats ouvriers des secteurs de pointe de l'économie, comme l'industrie automobile, la pétrochimie, etc. Ce dernier aspect est d'autant plus important que l'attention qui lui a été accordée est généralement faible. Ce processus révèle en effet deux potentialités distinctes. D'une part, la possibilité (et la nécessité) d'une rénovation hardie de ces structures et, d'autre part, la possibilité de la survie et du rajeunissement d'un instrument traditionnel de contrôle de l'Etat bourgeois, à savoir le syndicat corporatiste.

Or, une grande partie de l'extrême-gauche a sous-estimé la possibilité d'une transition contrôlée de la dictature vers une « démocratie forte ». Soit parce qu'elle était animée par la thèse de l'explosivité de la situation compte tenu de la super-exploitation des masses, soit parce qu'elle partait de la conception suivant laquelle les partis réformistes classiques, surtout le PCB, et les leaders bourgeois du mouvement ouvrier et populaire, les dirigeants populistes, avaient été définitivement éliminés par le régime et par le modèle économique modernisateur. La perspective d'une « chute à chaud » de la dictature, comme quasi unique alternative, limitait l'élaboration de tactiques d'intervention dans les appareils de la bourgeoisie tels que les syndicats d'Etat. Les années 1970 n'ont pas seulement été celles de la guérilla et du « foquisme », mais aussi celles de l'insurrectionnalisme et du « parallélisme » syndical, avec la mise en

classe travailleuse (Conclat) ; comment préparer la grève générale ; et, enfin, comment lutter dans le cadre des limitations encore imposées par la loi syndicale corporatiste à l'activité du mouvement ouvrier (cf. encadré).

C'est ce dernier point qu'aborde l'article ci-dessous, en traitant de l'évolution de la structuration des syndicats brésiliens durant la période d'« auto-réforme » de la dictature. ■

place de commissions d'entreprises « socialistes » en opposition aux commissions « bourgeoises » qui négociaient l'exploitation de la force de travail, et des oppositions syndicales « prolétariennes » en opposition aux courants qualifiés d'« électoralistes », etc.

Si ce type orientation obstinée a produit des dirigeants ouvriers politisés et anti-réformistes, et si, au-delà, cela a impulsé des luttes importantes qui ont amplifié les timides ouvertures du régime, elle a fonctionné, d'un autre côté, comme un puissant inhibiteur idéologique, empêchant l'élaboration de plans d'intervention à l'intérieur des syndicats qui étaient pourtant nécessaires pour pouvoir agir efficacement dans le contexte d'un processus d'auto-réforme de la dictature. L'analyse d'une grande partie de l'extrême-gauche sur le mouvement syndical, dans les années 1970, affirmait que la libération et l'indépendance des syndicats dépendait d'un large mouvement de luttes ancré sur les lieux de travail. Ce qui est naturellement vrai pour la chute de tout l'appareil d'Etat oppresseur. Mais cela n'aurait pas dû voiler pour autant, comme cela a été le cas, la nécessaire compréhension de l'utilité tactique de jouer la carte de la « légalité » syndicale en vigueur pour renforcer la capacité d'auto-organisation « illégale » des masses travailleuses. En football comme en politique, affirme un dicton brésilien, celui qui ne marque pas de buts se fait avoir. Finalement, tous les appareils syndicaux ont été occupés par la droite corrompue et la gauche réformiste, dans le but de cautionner la « transition contrôlée ».

L'opération politique de la bourgeoisie et des réformistes n'était certes pas quelque chose de facile. Mais elle ne représentait pas pour autant une alternative impossible, automatiquement vouée à l'échec, comme le pronostiquait la gauche. Les syndicats et leurs dirigeants, vidés de crédibilité par des années d'hibernation, ne pouvaient récupérer leur autorité sur les masses travailleuses sans avoir

1. Le terme « interventores » qualifie les dirigeants syndicaux placés à leur poste par l'intervention de la dictature dans le mouvement syndical.

à en payer le prix et sans avoir à supporter un long délai d'attente avant que « l'investissement » ne porte ses fruits. Le régime, il est vrai, avait liquidé ou marginalisé les réformistes et les populistes. Il lui était donc nécessaire de les ressusciter, et pour cela, il lui fallait tolérer ses discours radicaux et certaines actions combatives dans la « tourmente » des luttes quotidiennes. Certains militants de la gauche réformiste ont été petit à petit tolérés dans les syndicats jaunes, contribuant ainsi au rajeunissement des anciennes directions syndicales mises en place par le régime militaire, comme ce fut le cas pour le syndicat de la métallurgie de Sao Paulo présidé par Joaquim dos Santos Andrade (cf. article ci-joint).

RÉFORMISTES ET « PELEGOS », LA MAIN DANS LA MAIN

En 1979, Joaquim met au point un accord d'« assistance » avec les courants politiques de la gauche réformiste, ayant pour objectif de moderniser la presse syndicale, de « radiographier » les entreprises, afin d'y faire pénétrer l'organisation syndicale et de combattre l'influence croissante de l'opposition. Il s'agissait ainsi d'éliminer une contradiction chronique que rencontrait la direction syndicale « pelega » : celle-ci « gagnait » les élections syndicales grâce aux fraudes électorales, au clientélisme dans les petits ateliers, les petites usines et chez les retraités, mais sans parvenir à garantir la reconnaissance de son mandat lors des négociations salariales, car, les travailleurs des grandes entreprises tenaient compte des assemblées générales mais n'apportaient aucun crédit à un accord signé entre quatre murs par la Fédération des industries de l'Etat de Sao Paulo (FIESP) et Joaquim. Pour les patrons, il était aussi indispensable d'avoir un interlocuteur crédible et moins exigeant que les commissions d'entreprise et l'opposition syndicale. Pour Joaquim, la modernisation de la vie syndicale était une question de survie dans l'appareil et dans la carrière syndicale.

L'opération de marketing politique appliquée au syndicat allait toutefois un peu au-delà de ce que l'on pourrait considérer comme du pur opportunisme carriériste. Il s'agissait, à vrai dire, d'une opération politique à moyen et à long terme qui n'appréhendait pas seulement l'important appareil de cette structure syndicale pour son utilité spécifique immédiate, mais replaçait son rôle dans l'ensemble du mouvement syndical du pays et des articulations inter-syndicales qui en découlaient. Cette analyse était faite à la lumière de définitions stratégiques appliquées aux transformations globales qui survenaient dans tout le pays. La référence au mouvement ouvrier s'exprimait sous la forme de l'opposition entre le syndicalisme aventuriste de l'ABC (2) et le syndicalisme responsable défini, à l'occasion, par le ministère du Travail, par Joaquim lui-même et ses nouveaux compagnons de route réformistes. A l'évidence, ce tableau présentait des correspondances



Tribune du congrès de la CUT. (DR)

quasi immédiates au niveau politique.

En renforçant un esprit défaitiste par anticipation, la gauche réformiste croit et cherche à faire croire que les limites des avancées démocratiques sont préalablement établies par les conditions offertes aux secteurs « retardataires », dans le cadre d'une stratégie de front démocratique pour le changement. En d'autres termes, on doit ajouter, comme critère limitatif aux revendications, aux formes d'organisation des masses travailleuses et aux luttes ouvrières, le veto économique et politique de ses alliés historiques ou occasionnels, c'est-à-dire la bourgeoisie nationale et libérale, et les dissidents de l'autocratie en décomposition. De ce point de vue, il était nécessaire de ressusciter un syndicalisme télégué par les bureaucraties, en présentant les initiatives d'auto-organisation de masse ou les positions politiques de la gauche désobéissante comme faisant historiquement le lit du marxisme. Celles-ci seront caractérisées comme aventuristes et objectivement contre-révolutionnaires. Ironiquement, le modèle-Joaquim de l'ouvrier est en réalité l'antidote du modèle-Lula, un ouvrier « qui ne sait pas où est sa place ».

Pour toutes ces raisons, l'accord entre Joaquim et la gauche réformiste est beaucoup plus que la simple conséquence de la recherche du bon fonctionnement de l'appareil syndical ou d'une analyse qui se voudrait équilibrée des limites et faiblesses du mouvement ouvrier des années 1980. C'est en réalité une espèce de pessimisme de commande, une orientation d'adaptation des théories et des faits à une conviction préalable globale des réformistes sur les étapes que doit suivre la révolution brésilienne.

MODIFIER LA ROUTINE DU MOUVEMENT OUVRIER

La majorité des 4 712 syndicats existant dans le pays (2 397 syndicats urbains et 2 315 ruraux) connaissent une véritable stagnation. Leur principale activité se borne à l'assistanat social et à l'utilisation

du monopole du travail. S'ils réunissent souvent une direction, la base n'est bien souvent pas organisée. Cela n'est pas seulement vrai dans l'intérieur du pays ou dans les Etats peu industrialisés, mais c'est la règle générale même dans les grands centres industrialisés. Il est bon, également, de ne pas oublier que, jusqu'à il y a encore peu de temps, le plus gros syndicat d'Amérique latine, celui des métallurgistes de Sao Paulo, ne possédait même pas une presse régulière.

Les expériences d'auto-organisation liées ou non aux syndicats, sont encore rares : quelques commissions d'entreprise, des piquets de grève, etc. Aussi, pour modifier les conditions actuelles d'organisation de la classe ouvrière, il est nécessaire d'avoir une politique conséquente et persévérante à l'intérieur des syndicats, pour pouvoir réaliser des progrès effectifs. Cela signifie à la fois de parvenir à modifier largement la vie des structures syndicales, ainsi que de développer en même temps l'action de la base syndicale, en propageant l'idée des commissions d'entreprise et en essayant, dans la mesure du possible, d'effectuer des expériences concrètes sur ce terrain. L'élément essentiel d'élargissement de l'espace syndical et de l'amélioration des conditions de lutte est sans aucun doute la démocratisation des syndicats.

Dans ce sens, il est de la plus grande importance de disposer d'une tactique suffisamment souple en rapport avec l'appareil syndical, sans dogmatisme ni sectarisme pour appuyer et renforcer toutes les réelles attitudes d'ouverture et de démocratisation à l'intérieur des syndicats, utiliser toutes les brèches possibles, développer une activité quotidienne des

2. L'ABC est la grande banlieue ouvrière de Sao Paulo, où sont concentrés près de 400 000 travailleurs de la métallurgie employés par les multinationales de l'automobile, Ford, Volkswagen, General Motors, Scania, etc. C'est le phare des luttes ouvrières de 1978. L'ABC, ce sont les villes de Santo André (A), Sao Bernardo (B) et Sao Caetano (C).

syndicats, intervenir même en direction des secteurs de la classe ouvrière et des militants syndicaux les plus retardataires, s'ils ne sont pas corrompus. C'est ainsi qu'on parviendra à débloquent le niveau d'organisation des syndicats en s'attachant à ce que les militants de base utilisent et prennent en charge ces structures.

Bien évidemment, cette règle générale s'applique de manière différenciée, conformément aux conditions spécifiques de chaque syndicat ou de chaque catégorie professionnelle. Dans certains cas, ce travail est déjà possible compte tenu de la fragilité des bureaucrates et des « pelegos », ou compte tenu du degré de politisation des membres de la direction. Dans d'autres cas, cette action au sein de l'appareil n'est envisageable que comme couronnement d'un travail à la base dans les entreprises et les quartiers, qui s'adosse aux militants, pour rompre avec le contrôle des « pelegos » sur le syndicat. Principalement dans ce dernier cas, un système d'organisation propre de l'opposition syndicale est une nécessité, avec des réunions propres, un travail de formation syndicale spécifique et une presse indépendante.

La question clé est donc de pousser le syndicat à assumer ses responsabilités et à se placer au service de l'organisation des travailleurs dans les entreprises et, en général, sur les lieux de travail. Pour cela, il faut revenir à l'existence d'une presse syndicale présente à la porte des entreprises et dans la vie quotidienne des travailleurs. Une presse active, agressive et politisante est un élément fondamental pour regrouper la grande masse des ouvriers qui ne fréquentent pas les locaux syndicaux. Une politique qui favorise la formation de groupes d'entreprises et de groupes inter-entreprises, qui apporte l'appui matériel et idéologique nécessaire à leur croissance — cours et cahiers de formation, locaux de réunion, matériel d'imprimerie propre, etc. — représente une obligation pour tout syndicat. Il en est de même en ce qui concerne l'intervention syndicale dans les élections des CIPAS (commissions internes aux entreprises traitant des questions d'hygiène et de sécurité du travail) ou pour toute autre instance du même type.

Les structures syndicales dites « authentiques », qui n'adoptent pas un tel comportement politique, n'ont aucune raison valable de se dénommer « authentiques », car coupées de la masse des travailleurs et se bornant à la collecte des cotisations, elle ne seront jamais défendues par eux dans aucun conflit.

LES SYNDICALISTES, ENTRE LE « VIEIL » APPAREIL ET LE « NOUVEAU » MODELE

Il est inutile, dans le cas présent, de rappeler longuement le rôle joué par la direction « pelega » du syndicat de la métallurgie de Sao Paulo lors des dernières élections. Une fois de plus, lors des élections syndicales de juillet 1984, l'opposition a remporté la victoire dans les votes d'entreprise, et une fois de plus, la victoire de

la liste « pelega-réformiste » a été garantie par le vote des retraités (presque 20 % des votants) et des petites entreprises, alors que l'opposition est majoritaire dans les grandes concentrations ouvrières de ce secteur (cf. article ci-après).

Les faits donnent à penser que les votes de la couche oppositionnelle révèlent, peut-être, l'apparition d'une nouvelle classe ouvrière qui tente encore de se faire représenter à travers le syndicat. Mais la grande majorité de la classe ouvrière ne se sent déjà plus représentée par lui. Le faible taux d'adhésion et le phénomène

constant de désyndicalisation ne peuvent pas seulement être expliqués par la crise économique et le chômage de ces dernières années. On peut comparer, par exemple, avec les chiffres de syndicalisation de Sao Bernardo, qui font apparaître des courbes radicalement opposées. Ce processus de désyndicalisation est dû à l'indétermination de l'appareil syndical en rapport à la base qu'elle représente. Cependant, l'indice d'adhésion syndicale de Sao Paulo est en baisse depuis vingt ans. On ne peut donc pas sous-estimer le rôle démoralisateur pour les travailleurs, de la

Les syndicats corporatistes brésiliens

La législation corporatiste brésilienne du travail s'appuyait, jusqu'en 1964, sur quatre piliers : la Sécurité sociale — et la participation des syndicats au Département national de la sécurité sociale —, la stabilité de l'emploi, la Justice du travail (où siègent également des « représentants » des travailleurs), et les syndicats d'Etats. Après 1964, tout ceci a été petit à petit remis en cause par le régime militaire. Les syndicats se sont vu retirer totalement le droit de participation aux institutions qui fixaient les prix et les salaires. La Justice du travail s'est vu limiter ses attributions les plus importantes, comme la définition des indices salariaux. La stabilité de l'emploi a été remplacée par une politique qui déstabilisait l'emploi et, qui plus est, instituait un système supplémentaire d'épargne forcée imposé à la classe ouvrière par la dictature.

Seuls parvinrent à survivre les syndicats protégés et alimentés par ces tentatives d'adaptation. Quels sont ces syndicats ? Organes de collaboration avec le patronat et le gouvernement, ils ont été réduits, par le régime militaire, à des fonctions intermédiaires d'assistance médicale, sociale, éducative et juridique, et constituent une énorme machine qui représente entre les mains des « pelegos » une arme puissante pour alimenter un clientélisme politico-syndical. Subventionnés presque totalement par l'impôt syndical, ils sont porteurs du monopole légal de la représentation ouvrière face aux patrons. Syndicats uniques pour une même catégorie professionnelle ou pour une même base géographique, ils sont néanmoins régis par le verticalisme : la loi interdit l'existence d'organisations horizontales unissant les travailleurs de différentes catégories professionnelles. Les organes centraux — fédérations (généralement par Etat) et les confédérations (nationales) — sont élus par un système de vote qui favorise de manière démesurée le poids des petits syndicats, ceux qui sont justement les plus sensibles aux pressions de la politique d'assistance de la bureaucratie. Pour élire la direction de la Fédération des métallurgistes de Sao Paulo, par exemple, le syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo, centre de l'industrie automobile, ne représente qu'une voix, tout autant que le petit syndicat d'Araras, à l'intérieur de l'Etat. Pour les élections de la Confédération nationale des travailleurs de l'industrie (CNTI), représentant formellement 8 millions de travailleurs, 62 fédérations de travailleurs de l'industrie prennent part au vote, parmi lesquelles 16 se situent dans des Etats peu industrialisés du Nordeste. La distance entre la CNTI et les syndicats de base est telle que 4 des 7 membres de la commission exécutive n'avaient déjà plus, en 1982, de mandat syndical, ayant en effet perdu les élections dans leur syndicat et dans leur fédération.

Le ministère du Travail, placé tout en haut de l'organisation syndicale, surveille et décide de tout : l'encadrement (la définition des secteurs professionnels), le statut-modèle, l'application des règlements, les critères d'élection, les interventions, etc.

Mis en place pour diviser les travailleurs et empêcher leur organisation indépendante au niveau de la base et sur les lieux de travail, le système syndical, ou plutôt anti-syndical, est aidé dans ce rôle répressif par l'organisation propre du capitalisme dans notre pays. L'extrême instabilité de l'emploi oblige fréquemment le travailleur à passer d'un secteur professionnel à un autre, ce qui rend encore plus difficile les formes d'organisation et de solidarité.

Comme le phénomène de turn over touche beaucoup plus les travailleurs les moins qualifiés et les moins payés, et comme d'un autre côté presque 70 % des travailleurs brésiliens perçoivent moins de 3 fois le salaire minimum, le résultat est que même dans une région avancée, comme la région du Grand Sao Paulo, seulement 8 % des travailleurs qui touchent le salaire minimum sont syndiqués, et presque 30 % de ceux qui reçoivent entre 3 et 5 fois le salaire minimum le sont également. La législation syndicale et cette rotation des travailleurs agissent donc sur l'organisation ouvrière comme un acide sur de la peinture. ■

R.M.



La liste d'opposition lors des élections syndicales de la métallurgie de Sao Paulo. (DR)

direction et de son type de syndicalisme d'assistance. L'appareil syndical représente chaque fois moins les ouvriers des grandes entreprises modernes, et par effet contraire, il se modèle de plus en plus en rapport avec sa représentation majoritaire (retraités, travailleurs des petites et vieilles entreprises).

Là où la rénovation capitaliste a été mise en œuvre, Joaquim a perdu son influence. Et il serait difficile d'argumenter que cela est la cause du conformisme ou de l'intégration des travailleurs au système capitaliste. Finalement, l'opposition syndicale a vaincu dans les entreprises qui ont fait grève durant les 18 derniers mois, dans les entreprises organisées par les commissions d'entreprise, et dans les régions modernisées où la « gauche rénovatrice » s'est installée. Cette question nous paraît importante, parce qu'elle révèle une possibilité qui ne se limite pas à telle catégorie professionnelle ou à tel syndicat.

La direction syndicale des métallos de Sao Paulo dispose d'une autorité passablement discutable sur la partie la plus dynamique et la plus combative de la catégorie professionnelle qu'elle est sensée représenter. Jusqu'à quel point apparaîtra-t-elle comme un interlocuteur crédible aux yeux du patronat ? A Sao Bernardo, les patrons accordaient plus d'importance aux négociations menées avec les commissions d'entreprise et avec la direction dissidente qu'à la signature d'un accord salarial avec l'« interventor » ministériel. Depuis 1978, les entreprises modernes du Grand Sao Paulo ont connu des situations de ce type. Le problème en est même arrivé à être discuté à un niveau supérieur, lors d'un séminaire organisé par la Fédération des industries de Rio de Janeiro et par le ministère du Travail. Ce dernier a d'ailleurs récemment créé l'IBRART (Institut brésilien des relations du travail) pour conseiller les patrons et canaliser ce type de négociations quand elles s'avèrent inévitables. Le PDS est allé jusqu'à présenter un projet de loi créant des commissions de travailleurs, comparées par

leurs promoteurs aux comités d'entreprise selon le modèle franquiste.

On peut considérer qu'il s'agit là d'une politique d'adaptation du patronat à l'inévitable. Mais pour le mouvement ouvrier, cela peut être un espace objectif pour la croissance d'un « nouveau syndicalisme », une lame à double tranchant, c'est-à-dire un canal d'intégration capitaliste et de division de la classe ouvrière d'un côté, ou un moyen de « renaissance classiste » du syndicat de l'autre. De toute manière, cela exigera des appareils syndicaux, ou para-syndicaux dans le cas de secteurs dirigés par les directions « pelegas », leur transformation et leur adaptation brutale aux exigences des organes de base.

Les négociations par entreprise n'impliquent pas l'abandon des négociations par catégories professionnelles. On peut envisager une « négociation articulée » quelque peu semblable à celles que mènent les syndicats européens, l'accord catégoriel (ou inter-catégoriel) représentant un palier, une base de départ, et non un plafond. En 1978, à Sao Paulo, face aux négociations éclatées impulsées par les mouvements de grève de mai-juin (3), la FIESP a cherché, en novembre, à conclure un accord global établissant un plafond maximum et incluant une clause punitive pour les mouvements de grève d'entreprise ou de secteurs qui violeraient les termes de cet accord.

L'organisation syndicale sur le lieu de travail, dans les régions, les luttes de résistance et les négociations par usine, la négociation articulée au niveau d'un secteur professionnel, exigent certaines innovations, parmi lesquelles : des locaux syndicaux, du matériel et des équipes régionales mobiles, une coordination inter-entreprises permanente, une assistance permanente aux groupes et aux mouvements de base.

Il ne s'agit pas, en réalité, de l'émergence d'un « syndicat parallèle », auquel les ouvriers s'associeraient, se détachant du « vieux » syndicat. Il s'agit d'une structure organisationnelle, parallèle au vieil appareil et à la vieille direction, en

quelque sorte, peut-être, d'une nouvelle « direction parallèle » naissante. Dans de nombreux syndicats, la cohabitation de cette nouvelle structure et de la vieille direction peut être harmonieuse, concertée, voire même planifiée. Dans d'autres cas, cela ne l'est pas nécessairement. En ce moment, la spéculation possible à partir de cette situation est que le nouveau syndicalisme va peut-être coexister avec le vieux syndicat, pour encore un bon moment, l'occupant en certaines occasions et dans des proportions différentes, suivant les caractéristiques des différents secteurs, et qu'une nouvelle structuration syndicale dépendra alors de profondes modifications de la situation globale dans le pays.

Des questions comme celles-ci ont été assimilées de manière confuse et équivoque aux thèses dudit syndicat libre ou « parallèle ». En réalité, l'expérience de Sao Bernardo a démontré, sans en épuiser toutes les perspectives, la possibilité d'utiliser la machine syndicale et ses moyens pour stimuler l'organisation ouvrière sur les lieux de travail. En d'autres termes, et indirectement, l'appareil syndical a fourni une authentique « caisse numéro 2 » à cette nouvelle structure, finançant et soutenant ses activités.

Le mouvement syndical brésilien a toujours eu une grande faiblesse : dans le domaine de l'organisation sur les lieux de travail. La revendication de « commissions d'entreprise » et de « délégués syndicaux » adressée au patronat est non seulement juste mais peut aussi être imposée à travers les brèches de la législation du travail. Une direction syndicale, ou même une opposition syndicale, qui a une intervention planifiée dans la conquête de positions à l'intérieur des CIPAS, des commissions de compensation d'heures, peut obtenir une relative stabilisation d'un réseau de militants à l'intérieur des entreprises stratégiques sélectionnées. Ces militants, avec un travail persistant de formation, peuvent se constituer en sous-direction de cette structure, tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau de la direction de ses sièges régionaux. Cela peut évidemment pousser à une compétition au sein de la direction syndicale proprement dite, mais c'est l'une des seules voies pour stimuler la structure syndicale existante et impulser l'embryon d'un nouveau syndicat qu'exige le large changement politique du pays. ■

Régis MORAES,
Sao Paulo, août 1984.

3. Le cycle des grèves ouvrières de 1978-1979 a marqué un saut qualitatif de l'évolution du mouvement ouvrier brésilien. Il a débuté à l'usine de Scania et dans les entreprises métallurgiques de l'ABC, où six entreprises voisines comptent à elles seules plus de 100 000 travailleurs. Le mouvement s'est ensuite étendu à d'autres catégories professionnelles. Plusieurs grèves ont été décidées dans les syndicats contre la volonté des directions en place et au risque d'une violente répression. C'est de ce mouvement de lutte que surgit le projet du Parti des travailleurs, qui regroupe les directions les plus représentatives de la montée gréviste.

Leçons d'une élection syndicale dans la métallurgie de Sao Paulo

Le syndicat de la métallurgie de Sao Paulo est le plus important d'Amérique latine. Sur un total de 330 000 ouvriers métallurgistes, il en organise 47 000. Son gigantesque appareil bureaucratique — 450 fonctionnaires, 65 médecins, 24 dentistes, des dizaines d'infirmiers, un grand nombre de propriétés pour les vacances — est dominé par Joaquim dos Santos Andrade et son système, le « Joaquizao ». Placé à la tête de ce syndicat par les militaires à l'issue du coup d'Etat de 1964, et depuis lors réélu six fois à sa direction, Joaquim a de nouveau remporté les récentes élections syndicales de juillet 1984. Mais l'opposition a progressé dans presque toutes les usines, et la liste de Joaquim n'a obtenu le succès que grâce aux votes des retraités apeurés à l'idée de perdre les avantages de l'assistance médicale gratuite fournie par le syndicat.

Malgré le rôle limité que le Parti des travailleurs (PT) a joué dans cette mobilisation contre les « pelegos », l'opposition syndicale classiste a remporté des résultats significatifs, attirant sur ses listes la majeure partie des voix allant traditionnellement aux syndicats réformistes et remportant des succès dans toutes les usines dans lesquelles il y avait eu des grèves. Cette expérience est essentielle pour tout le mouvement syndical combatif. Sous bien des aspects, l'histoire de ce syndicat résume une bonne partie des aventures, des divisions et des déconvenues de la classe ouvrière au cours de ces vingt dernières années de modernisation capitaliste et de dictature politique. ■

Régis MORAES

L'équipe de Joaquim dos Santos Andrade, président du syndicat, constituait avant le coup d'Etat militaire la prétendue opposition démocratique au courant des militants communistes dans le mouvement syndical. Vaincue aux élections de 1963 par la liste dirigée par le PCB, cette équipe fut par la suite placée à la tête des structures syndicales instituées par l'intervention militaire. Les cadres de Joaquim servirent dès lors de main-d'œuvre aux interventions du ministère du Travail du gouvernement militaire, dans les syndicats des grandes banlieues industrielles de Sao Paulo, ABC, Osasco, Sorocaba, etc. En 1965, ils se sont présentés sur une liste unique à la direction de ce syndicat. Joaquim lui-même fera ultérieurement partie de la direction nationale de la formation populiste historique de Getulio Vargas, le Parti travailliste brésilien (PTB), mais sur une orientation constante d'appui au PDS, le parti de la dictature.

DE LA PRÉHISTOIRE AUX GREVES DE 1978

L'opposition à Joaquim, constituée à l'époque par des militants catholiques comme Waldemar Rossi, et par des survivants de la gauche, s'efforçait de reprendre une activité. Ce n'est qu'en 1967 qu'elle est parvenue à présenter une liste alternative obtenant près de 40 % des suffrages. Cette opposition ne participera à nouveau aux élections syndicales qu'en 1972. Ce fut là une année fatidique pour toutes les oppositions au régime militaire. C'était l'ère du miracle économique et de la torture, de la liquidation physique de la gauche et de la terreur politique générali-

tal. Une pénurie temporaire de main-d'œuvre, au sommet de la courbe de croissance économique, permet aux métallurgistes de Sao Paulo d'exercer une pression pour obtenir des augmentations salariales supérieures à celles fixées par les décrets gouvernementaux. Mais, d'autre part, au début de 1974, plusieurs dizaines de militants oppositionnels, dont Waldemar Rossi, qui participaient au phénomène de renaissance ouvrière, sont arrêtés. La procédure juridique traînera plus d'un an, et Joaquim put à nouveau se présenter à la tête d'une liste unique lors des élections syndicales suivantes.

Trois ans plus tard, le même scénario semble se répéter, en pire cette fois. En 1977, le mouvement ouvrier se mobilisa dans l'ABC au cours de la campagne pour le rattrapage des salaires. En mai 1978, les premières grandes grèves de l'ABC montrent qu'il est possible de mettre en œuvre de nouvelles formes de protestation et d'organisation des travailleurs. Les grèves s'étendent et atteignent Sao Paulo, la capitale de l'Etat. Les patrons ne négocient plus seulement avec la direction du syndicat, mais aussi et principalement avec les commissions de délégués élues par les ouvriers sur les lieux de travail.

C'est dans ce contexte qu'ont lieu les élections les plus scandaleuses du syndicat



La lutte pour le renversement de la direction syndicale « pelega ». (DR)

sée, de la censure et de la peur. Cette même année, l'Alliance pour la rénovation nationale (Arena), ancêtre du PDS, l'emporta aux élections législatives contre le parti d'opposition toléré, le Mouvement démocratique brésilien (MDB). Tout paraissait indiquer que le régime parviendrait à perpétuer le boom économique, avec l'adhésion silencieuse de la population. Aux élections syndicales, la liste d'opposition de Rossi n'atteignait plus que 22 % des voix.

A la fin de 1973, le vent sembla tourner. Les premières grèves de la région du triangle de l'ABC commencent à percer dans des entrefilets de presse, des trains sont pillés dans les faubourgs de Sao Paulo et de Rio de Janeiro et, en 1974, le MDB fait une percée électorale spectaculaire au détriment du parti gouvernemen-

de la métallurgie. La liste de Joaquim, embarrassée par les exigences nouvelles de l'« ouverture politique », doit recourir à tous les moyens pour empêcher des élections honnêtes. L'opposition est interdite d'accès aux listes électorales et n'a aucun moyen pour surveiller les votes et leur dépouillement. Les résultats sont tellement frauduleux que le scrutin est déclaré irrégulier par le ministère du Travail du gouvernement de l'Etat de Sao Paulo. Pourtant, un télégramme envoyé de Brasilia par le ministre du Travail ordonne l'entrée en fonction immédiate de Joaquim.

L'avertissement sera entendu. La vieille garde de Joaquim, les patrons, l'appareil gouvernemental lui-même analyseront le phénomène des grèves et de l'usure du vieux dirigeant. A partir de là s'ou-



Travailleurs brésiliens en grève. (DR)

Le syndicat de la métallurgie de Sao Paulo fut donc « modernisé ». Cependant, la campagne salariale de 1980 a fini dans un fiasco politique, non seulement en raison de l'incapacité de la direction à contrôler les assemblées de travailleurs, mais surtout en raison du désastre provoqué par la proposition d'un nouveau « pacte social » consistant à céder sur les indices salariaux en échange d'une promesse patronale de garantir la stabilité de l'emploi. Aux élections syndicales de 1981, l'opposition l'emporta dans les votes des entreprises et Joaquim n'obtint un succès que grâce au vote massif des retraités fortement encadrés par les services sociaux du syndicat.

L'IMPASSE DE LA « MODERNISATION » SYNDICALE

Depuis, trois nouvelles années de « modernisation » se sont écoulées, donnant lieu à l'extension de l'appareil syndical aux quartiers ouvriers éloignés, à la présence syndicale dans des conflits localisés par entreprise, à de nouvelles tentatives de construire un réseau militant, à un effort pour constituer certaines commissions d'usine, et à la tenue du premier congrès de la branche depuis 1964.

Les élections de 1984 constituent donc un nouveau test. Les entreprises qui ont fait des grèves ont voté en grande majorité pour l'opposition. Les candidats de la liste de Joaquim ont été pour la plupart défaits dans leurs propres usines ou localités. Une fois de plus, Joaquim n'a été sauvé que par les milliers de votes des retraités, des victoires dans les petits ateliers des secteurs les plus traditionnels et dans quelques entreprises anciennes qui consti-

tuent son bastion. La nouveauté par rapport à 1981, c'est que pour obtenir le même nombre de voix, Joaquim a dû élargir ses alliances en incluant dans sa liste les partisans du député fédéral Aurelio Peres du PMDB (ex-MDB), qui présentait une liste propre en 1981. Comme prix de cette alliance, près de 70 % des voix recueillies par cette liste en 1981 sont passées à l'opposition.

Les résultats comparés des élections syndicales de 1981 et 1984 tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous confirment le fait que l'opposition obtient de plus en plus les suffrages de la majorité des métallurgistes en activité, passant de 51,6 % en 1981 à 54,4 % en 1984.

RESULTATS COMPARÉS DES ELECTIONS SYNDICALES DE LA MÉTALLURGIE DE SAO PAULO, EN 1981 ET EN 1984

	1981 (*)			1981		1984		1984	
	premier tour			deuxième tour		premier tour		deuxième tour	
	liste 1	liste 2	liste 3	liste 1	liste 2	liste 1	liste 2	liste 1	liste 2
Votes en usine	15 354	13 901	6 303	16 698	18 525	15 106	16 737	14 546	17 320
Votes au siège du syndicat	5 949	1 555	791	5 999	1 768	7 410	2 178	7 916	2 168
TOTAL	21 303	15 456	7 094	22 697	20 293	22 516	18 915	22 462	19 348

(*) Lors du 2e tour de scrutin de 1981, la liste numéro 3, dirigée par le député fédéral et métallurgiste Aurelio Peres du PMDB, appuyé par le petit journal *Tribuna de la lutte ouvrière*, minoritaire, s'est retirée pour appuyer partiellement la liste numéro 2 représentant l'opposition syndicale. La liste numéro 1 est celle de la direction « pelega » du syndicat.

Les résultats du premier tour de scrutin, en 1984, montrent que les voix de l'opposition (liste numéro 2) ont augmen-



té entre les deux tours, alors qu'elle apparaissait déjà comme un « cheval perdant », ce qui indique le caractère déterminé et peu calculateur de ses électeurs.

Ces résultats permettent de souligner plusieurs points :

— On note le poids des voix des retraités, des urnes dites itinérantes, et des votes dans les locaux syndicaux sous contrôle de la direction sortante : le pourcentage des voix recueillies auprès des retraités est passé de 11,5 % en 1981 à 16,5 % en 1984, les votes enregistrés dans les urnes itinérantes est passé de 3,1 % à 3,3 %, et les voix recueillies dans les locaux syndicaux sont passées de 6,5 % à 7,4 %.

— Il faut souligner le poids encore décisif de la zone est de la vieille ville qui, malgré son déclin, constitue encore la principale concentration d'adhérents. Elle inclut un grand nombre de petites et moyennes entreprises favorables à la direction sortante, à l'exception des deux grandes entreprises modernes (Ford et Arno), où l'opposition l'emporte de façon écrasante.

— D'autre part, la région sud de la ville ne représente que 12,7 % des votants contre 16,6 % à la zone est, bien qu'elle soit la concentration industrielle la plus importante de la ville et le pôle dynamique de la branche. Là, l'opposition se développe et l'emporte sur toute la ligne.

La direction du syndicat sort de ces élections avec une autorité contestée par la composante la plus nombreuse, la plus dynamique et la plus combative de la branche. On peut se demander dans quelle mesure elle sera considérée par le patronat comme un interlocuteur valable. Déjà à Sao Bernardo, les patrons ont don-

né plus d'importance aux négociations avec les commissions d'usine et avec les directions syndicales suspendues qu'à la signature d'un accord avec un « dirigeant syndical nommé par le gouvernement ».

Pour le mouvement ouvrier peut s'ouvrir un espace pour le développement d'un nouveau syndicalisme, pouvant déboucher soit sur l'intégration capitaliste et la division de la classe ouvrière, soit sur la renaissance d'un syndicat de classe. ■

Régis MORAES,
Sao Paulo, juillet 1984.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

EL SALVADOR

La lettre de Marcial avant son suicide

Avant de mettre fin à ses jours (cf. Inprecor numéro 150 du 23 avril 1983), le commandant Marcial, responsable en chef des Forces populaires de libération (FPL) Farabundo Martí, organisation membre du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), a rédigé une lettre adressée « au peuple héroïque du Salvador, à (ma) classe ouvrière bien aimée et aux glorieuses FPL-Farabundo Martí ». Cette lettre, datée du 12 avril 1983, dont personne ne remet en cause l'authenticité, ne nous est parvenue que tardivement. Elle n'a, à notre connaissance, jamais été publiée en français, et c'est à ce titre que nous la reproduisons ci-après dans une version traduite par nos soins.

Dans tous les moments difficiles de ma vie, dans la lutte contre les classes réactionnaires et exploiteuses intérieures et contre l'impérialisme yankee, mon peuple et ma classe ouvrière ont été et sont les éléments suprêmes de mon inspiration, et mon objectif fondamental a été la lutte pour leurs intérêts. En ce moment plus que jamais.

J'ai été attaqué, persécuté, calomnié, vexé, réprimé mille fois par ces ennemis bestiaux du peuple et j'ai tout supporté et surmonté avec enthousiasme pour la cause des ouvriers, des paysans et du peuple. Toutes mes démarches se sont placées et se placent dans ce cadre, dans le cadre de ces intérêts fondamentaux, surtout au cours de ces dernières années de lutte, d'intensification de la lutte populaire de libération, dans cette phase d'intensification des offensives militaires et insurrectionnelles vers la prise du pouvoir par le peuple et pour le peuple, sur la base de l'alliance ouvrière et paysanne et de ses intérêts.

Au fur et à mesure que la guerre populaire s'intensifie, l'action de l'impérialisme s'intensifie elle aussi sur tous les terrains, s'intensifient ses conspirations, ses plans et ses complots. Je suis disposé à lutter jusqu'à la victoire totale contre tous ces plans néfastes.

Toutefois, une chose est de lutter contre l'impérialisme et ses intrigues, et une autre de subir l'injustice, la calomnie et l'infamie de la part de ses propres frères. Une noire conspiration pour tacher ma vie révolutionnaire et faire beaucoup de mal aux FPL est en train de se développer et d'atteindre son point culminant.

Je ne sais pas d'où viennent ces plans difamatoires, cette conjuration contre ma vie révolutionnaire. La seule chose que je puisse dire est que, lorsque la prise du pouvoir approche, la bourgeoisie nationale et internationale utilise toutes ses ressources pour affaiblir l'hégémonie prolétarienne et paysanne dans la révolution et éliminer ainsi politiquement ou physiquement les organisations qui représentent une véritable garantie pour les intérêts prolétariens.

Mais ce qui fait mal, ce que l'on ne peut pas supporter, est que des frères révolutionnaires soient trompés et acceptent comme si elles étaient vraies, la calomnie, les inventions perfides, l'infamie contre un révolutionnaire mis à l'épreuve mille fois dans le combat populaire. En les acceptant, non seulement on contribue à détruire mon image de révolutionnaire éprouvé, mais on attaque aussi les rangs de ma chère organisation en considérant tous ses membres et contacts comme des infiltrés potentiels de l'ennemi.

Je ne peux pas supporter impuissant qu'on traite de cette façon ma chère organisation, base de la lutte révolutionnaire du peuple et d'une unité conséquente, ni qu'on veuille soumettre ses organismes, ses contacts, ses membres et ses collaborateurs à une enquête mal conduite et jugée d'avance. Je ne peux pas supporter qu'on couvre de boue ma personne, pas plus que l'infamie qui consiste à vouloir impliquer mon nom, bien que de manière indirecte, ni la sinistre insinuation dans ce sens, à propos du cas douloureux de la perte terrible de notre camarade Ana Maria.

Je rejette cette calomnie injuste, même si des frères s'en font l'écho. Mais l'injustice est plus douloureuse lorsqu'elle provient de frères que lorsqu'elle provient d'ennemis. Un jour, la vérité ressortira inévitablement. Pour l'instant, toute la responsabilité de la décision personnelle que je prends en ce moment retombe sur ceux qui, tout en étant des frères, ont agi de la sorte, en cherchant à entacher injustement ma conduite révolutionnaire.

Je sais que mon peuple vaincra bientôt, que la classe ouvrière saura défendre son droit à l'hégémonie dans le processus révolutionnaire de mon pays, que, tout en subissant ces coups violents, les FPL seront en état de ressurgir comme expression authentique du prolétariat et du peuple. Que cela saura avoir une incidence positive sur l'unité correcte du peuple et jouera, ensemble avec notre chère FAPL (Force armée populaire de libération, force militaire des FPL, ndlr.), un rôle décisif dans la victoire finale et dans les phases qui amèneront à créer les conditions pour passer au socialisme.

Je suis encouragé par l'idée que ma modeste contribution à ces succès — ayant comme boussole jusqu'au dernier instant

dans chaque acte de ma vie les intérêts du prolétariat et du peuple — aide et aidera, dans une certaine mesure, les intérêts authentiques du peuple dans son futur heureux.

La Révolution ou la mort ! Le peuple armé vaincra !

Marcial, premier responsable des FPL-Farabundo Martí et commandant des FAPL, membre du commandement général du FMLN, 12 avril 1983.

URUGUAY

La lutte du PST pour sa légalisation

A la suite de son récent congrès (cf. Inprecor numéro 171 du 16 avril 1984), le Parti socialiste des travailleurs d'Uruguay (PST) a décidé de mener une intervention ouverte dans la lutte syndicale et les mobilisations démocratiques et populaires, et de chercher à reconquérir sa légalisation. A la fin du mois de juillet, le régime militaire accepta de légaliser le Front élargi (Frente Amplio), en levant l'interdiction de deux de ses composantes, la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste, ainsi que celle d'autres forces plus petites. Mais le Parti communiste, le PST et d'autres partis continuent cependant à être maintenus dans l'illégalité.

Les restrictions aux droits démocratiques, à quelques mois seulement de la consultation électorale prévue pour le 25 novembre prochain, sont encore très importantes. Le général Liber Seregni, par exemple, candidat à l'élection présidentielle pour le Frente Amplio en 1971, ne pourra pas se présenter aux prochaines élections. En outre, la justice militaire lui réclame, comme d'ailleurs à tous les prisonniers politiques, en raison des « dépenses effectuées par l'Etat » lors de son emprisonnement, la somme de 1 200 dollars (près de 11 000 francs).

A partir d'une analyse de la situation nationale qui valorise l'initiative propre du mouvement ouvrier contre les restrictions aux libertés démocratiques toujours en vigueur, le PST a décidé de commencer à disputer aux autres forces politiques légalisées les nouvelles possibilités d'intervention publique. Lors des grandes manifestations pour l'amnistie qui se sont déroulées ces derniers mois, le PST organisa ainsi ses propres cortèges avec ses banderoles. Mais la principale initiative dans ce domaine fut la participation d'un dirigeant de cette organisation, ancien pri-

sonnier politique libéré il y a peu après une peine de trois ans d'emprisonnement, à une grève de la faim en solidarité avec Adolfo Wosen. Ce dernier, en prison depuis maintenant 12 ans, est l'un des neuf dirigeants des Tupamaros emprisonnés sans jugement comme otage du régime militaire. Atteint d'un cancer et ayant peu de mois à vivre, Wosen a décidé de se mettre en grève de la faim le 30 juillet pour revendiquer l'amnistie totale. C'est en signe de solidarité avec son action que des représentants du Parti national, du Frente Amplio, du PST et d'autres organismes de défense des droits humains ont entrepris à leur tour une grève de la faim de dix jours. Cette action fut quotidiennement commentée par la presse, et la participation d'un parti encore clandestin à une telle initiative publique eut beaucoup d'écho.

Le bilan de cette action fut très positif, indiquant par la même la possibilité et la nécessité de forcer les frontières du régime légal qui est en discussion entre les militaires et les dirigeants bourgeois. ■

SYRIE

Solidarité avec le Parti d'action communiste (PAC)

La dictature du Parti baas syrien a lancé, au cours des six derniers mois, une opération répressive de grande envergure contre nos camarades du Parti d'action communiste de Syrie (PAC). Plusieurs dizaines de ses militants ont été arrêtés, à Damas en particulier, portant le nombre total de ses membres détenus à près de 170 (cf. *Inprecor* numéro 153 du 20 juin 1983). Le coup est d'autant plus grave que la dictature a pu mettre la main sur la majorité des cadres du parti, et notamment sur la majorité des délégués au congrès de fondation du PAC, qui s'était tenu au Liban en 1981.

Comme il est de coutume pour le régime syrien, les camarades arrêtés ont été soumis à diverses tortures. Il semble, en fait, selon des sources sûres, que cette nouvelle vague d'arrestations qui s'abat sur le PAC fasse suite à des directives provenant du chef de la dictature lui-même, Hafez El-Assad, désireux d'éliminer cette organisation révolutionnaire, unique en Syrie. Et pour cause, le PAC est aujourd'hui la seule expression d'une opposition radicale au régime baassiste, en Syrie, après que le pouvoir ait réussi à éliminer, à l'extrême-droite, le Mouvement des frères musulmans.

Malgré la répression qui le traque sans répit depuis trois ans, le PAC continue à agir inlassablement. Il continue à produire et à diffuser clandestinement, à l'intérieur du pays, tout son système de presse : *l'Appel populaire*, journal d'agitation périodique diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires ; le *Drapeau rouge*, organe politique du parti, bi-mensuel ; le *Communiste*, revue théorique, et le *Prolétai-*

re, bulletin intérieur de discussion ouvert à toutes les contributions des membres du parti.

Le PAC, qui entretient des relations fraternelles avec la IVe Internationale, à travers sa section libanaise qui l'assiste par tous ses moyens, n'est pas une organisation « trotskyste ». Il est le produit de la fusion de plusieurs cercles marxistes qui existaient en Syrie au début des années 1970. La fusion eut lieu en 1976, à la suite de trois ans de débats et d'élaboration. La nouvelle organisation fut nommée Alliance de l'action communiste, nom qui fut modifié au congrès de 1981, pour marquer la maturation politique et organisationnelle qui s'était produite en cinq ans d'existence et de lutte.

Le PAC se définit comme une organisation communiste révolutionnaire. Il rejette catégoriquement la théorie stalinienne de la « révolution par étapes » et souligne la nécessité de construire une Internationale révolutionnaire de masse, dont il estime que la IVe Internationale doit être l'une des composantes. Un débat se poursuit en son sein, depuis plusieurs années, sur diverses questions programmatiques, débat dans lequel interviennent couramment nos camarades libanais, à la demande même de la direction du PAC.

Aujourd'hui que le régime syrien a décidé de supprimer cette organisation, il est du devoir de tous les marxistes révolutionnaires, aussi bien dans les pays impérialistes que dans les pays capitalistes dépendants, d'engager des actions de solidarité avec les camarades du PAC. Les expressions de solidarité publique (pétitions publiées dans les journaux, etc.) sont particulièrement nécessaires. Signalons qu'Amnesty International a récemment lancé une campagne pour la libération des détenus du PAC.

Notre campagne n'en sera que plus utile. ■

EUROPE

Rencontre des directions des sections européennes de la IV. Internationale

Comme les années précédentes, les bureaux politiques des sections européennes de la IVe Internationale ont tenu une réunion de travail pendant la dernière semaine d'août. Etaient présentes des délégations du Portugal, de l'Etat espagnol, d'Italie, de France, de Suisse, d'Allemagne de l'Ouest, du Luxembourg, de Belgique, de Hollande, du Danemark, de Suède,

de Grande-Bretagne, d'Irlande et d'Islande. Des représentants du Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis et de Lutte ouvrière de France étaient invités à titre d'observateurs.

Les travaux ont principalement porté sur trois questions :

— les problèmes d'intervention et d'orientation dans le mouvement contre l'armement nucléaire et la guerre ;

— la résistance ouvrière aux politiques d'austérité en Europe et les évolutions politiques au sein du mouvement ouvrier ;

— la situation en Amérique centrale et l'organisation des campagnes de solidarité avec les révolutions salvadorienne et nicaraguayenne.

En outre, les discussions et les travaux en commission ont eu lieu sur des problèmes relatifs à l'implantation et au développement des organisations, notamment sur la construction des organisations de jeunesse, la prolétarianisation et l'implantation dans l'industrie, les femmes.

Une journée entière a été consacrée à l'information et à la discussion sur la situation en Amérique centrale et dans la Caraïbe, à partir de rapports présentés par Silvio Prado, membre de la direction des relations internationales (DRI) du FSLN du Nicaragua, et par un camarade de la République dominicaine représentant le Bloc socialiste. Une seconde journée a porté sur l'évolution de la situation au Salvador et des débats dans le mouvement révolutionnaire de ce pays, et sur la préparation des campagnes de solidarité prévues pour cet automne.

En ce qui concerne la résistance ouvrière aux politiques d'austérité, les principaux rapports et discussions ont abordé un bilan des luttes de l'année écoulée en Belgique, un bilan de la campagne des 35 heures en Allemagne de l'Ouest, la situation en France après trois ans de gouvernement de gauche, et surtout la grève des mineurs britanniques. Des dispositions concrètes ont été prises pour que la solidarité avec la grève des mineurs soit, en cette rentrée sociale, une activité importante des sections européennes de la IVe Internationale.

Enfin, quant au mouvement antiguerre, les discussions ont porté aussi bien sur des questions théoriques et stratégiques posées à travers la course aux armements, que sur les perspectives du mouvement pacifiste dans les années à venir. Ces discussions donneront matière à des articles à paraître dans la presse de l'Internationale. ■



Grèves de la faim pour la "présentation" des disparus politiques

DEPUIS le 25 août dernier, 58 prisonniers politiques de diverses prisons mexicaines ont entamé une grève de la faim pour exiger leur libération. La majorité d'entre eux sont des paysans arrêtés pour avoir combattu pour le droit à la terre, parmi lesquels au moins 2 d'entre eux de la prison de Monterrey ont déjà bénéficié par deux fois de l'amnistie et restent pourtant maintenant incarcérés depuis onze ans.

Le 5 septembre, 3 députés élus sur les listes du Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM) — organisation résultant de la fusion du Parti communiste mexicain et d'autres formations nationalistes —, mais non membres de ce parti, et Rosario Ibarra de Piedra, dirigeante du Front national contre la répression (FNCR) et ancienne candidate du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IVe Internationale) à la présidence en 1982, ont à leur tour entrepris une grève de la faim dans les locaux de la Chambre des députés. Ils exprimaient ainsi leur soutien aux paysans grévistes de la faim et leur exigence de la présentation des 513 « disparus » politiques, la libération des 300 prisonniers politiques comptabilisés à ce jour, et la suspension des poursuites judiciaires contre des dizaines de citoyens de ce pays. Différentes organisations paysannes ont apporté leur soutien aux grévistes tout en présentant leurs propres re-

vendications concernant la politique répressive du gouvernement du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) de Miguel de la Madrid. Ainsi, l'Union paysanne indépendante (UCI) réclame l'arrêt des assassinats de paysans dans les Etats de Puebla et de Veracruz, l'Organisation paysanne Emiliano Zapata (COCEZ) demande la libération de 13 personnes originaires de Chiapas, le Mouvement d'unification et de lutte Triqui (MULT) avance des demandes identiques pour des indigènes d'Oaxaca, le Conseil général des quartiers populaires d'Acapulco (CGCPA) exige la libération de 9 de ses membres dans l'Etat de Guerrero, de même que la Coalition ouvrière, paysanne et étudiante de l'Isthme (COCEI), qui exige la libération de 4 de ses militants et la suspension des poursuites contre 37 autres, dans l'Etat d'Oaxaca.

Le 11 septembre, 4 nouvelles personnes se sont mises en grève de la faim : un député et les dirigeants de trois organisations, le Mouvement révolutionnaire du peuple, l'Union de lutte révolutionnaire, et le camarade Edgard Sanchez Ramirez pour le PRT. Un autre membre du PRT, Manuel Aguilar Mora, et 10 membres des familles de disparus ou détenus politiques, se sont aussi joints à cette action.

Après plusieurs semaines sans réaction officielle significative de la part du gouvernement du PRI, le mouvement de protestation ajouta une nouvelle revendication,

celle de la liberté d'audience avec le président de la République. En effet, ce dernier s'est toujours refusé à répondre aux interpellations publiques pressantes et multiples des dirigeants du FNCR sur la question des « disparus » et des prisonniers politiques. Les deux présidents précédents s'étaient au moins vus contraints à de telles audiences et, dans le cas de Lopez Portillo, à la promulgation de lois d'amnistie. Or, la preuve de l'existence de disparus toujours en vie a été donnée, le 11 septembre dernier, lorsque réapparut vivant Antonio Perez Fidelino, un jeune indigène de 16 ans employé de maison chez William Morales, militant indépendantiste de Porto Rico emprisonné au Mexique. Lorsque la police mexicaine s'empara de William Morales, elle enleva aussi Fidelino, qui demeura disparu durant plus d'un an, jusqu'au 11 septembre dernier, date où on le retrouva dans une prison pour mineurs de l'Etat de Chiapas, à plus de 1 000 kilomètres de la ville où il avait été appréhendé.

Au Mexique, la campagne pour obtenir une audience du président de la République, droit reconnu par la Constitution, prend de l'ampleur. Une motion a été votée au Parlement par les formations d'opposition. Des messages de solidarité émanant de divers partis politiques, dont le PRT, d'organisations syndicales, de groupes d'intellectuels ou d'associations humanitaires sont publiés dans la presse. Les médias locaux ont donné quelque écho à la conférence de presse des grévistes du 18 septembre. Le fait que 3 députés soient en grève de la faim est en effet un événement exceptionnel dans ce pays.

La solidarité de l'ensemble des organisations humanitaires, démocratiques et révolutionnaires avec cette grève de la faim et pour la présentation vivants des « disparus » et la libération des prisonniers politiques est un élément important auquel ne manquera pas d'être sensible un régime qui se prétend démocratique et dont le parti gouvernemental est lié à l'Internationale socialiste. Des messages de protestation peuvent être adressés à : *Lic. Miguel de la Madrid, Presidente de la Republica Mexicana, Los Pinos, Mexico DF, Mexique*, avec un double au FNCR, au nom de *Rosario Ibarra de Piedra, Medellin 336, Altos, Col. Roma, Mexico DF, Mexique*, ou au *Comité français de défense des droits de l'homme au Mexique, 1, rue Montmartre, 75001 Paris*, qui transmettra. ■

